

صلى الله عليه وسلم

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 12464 - 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

- DIMANCHE 24-LUNDI 25 FÉVRIER 1985

## Les Soviétiques informés de la maladie de M. Tchernenko

Il s'est passé un événement tout à fait exceptionnel le vendredi 22 février à Moscou : les dirigeants soviétiques ont informé leurs peuples du mauvais état de santé du numéro un du régime. Certes, depuis plusieurs jours déjà, les responsables du Kremlin ne cherchaient plus à cacher la vérité à leurs interlocuteurs occidentaux, mais il s'agissait là de « confidences » auxquelles le Soviétique moyen n'avait pas droit. La règle, qui veut qu'un secrétaire général du Parti communiste de l'URSS soit immunisé contre toutes les maladies jusqu'à sa mort, a été transgressée vendredi lorsque la radio et la télévision soviétiques ont annoncé que M. Tchernenko n'avait pu tenir une réunion « électroale » au Palais des congrès, sur l'avis de ses médecins.

Cette entorse à la liturgie soviétique pour paraître anodin à un Occidental (encore que la démocratie n'ait pas toujours empêché, elle non plus, de telles aberrations devant la mort). Mais qu'on se souvienne : l'agonie de Leonid Brejnev a été démentie jusqu'aux derniers instants, de même que celle de Iouri Andropov. Il faut remonter à Staline pour trouver une allusion dans les médias soviétiques à la maladie d'un dirigeant suprême : deux jours avant la mort du « petit père des peuples » - intervenue officiellement le 5 mars 1953 - un communiqué avait fait état de sa maladie. Pour Lénine, les choses avaient été nettement plus franchement dites, dès décembre 1922, on faisait officiellement état des deux thromboses qui allaient pratiquement empêcher le « père de la révolution » de gouverner jusqu'à sa mort, le 21 janvier 1924.

Reste à savoir maintenant pourquoi un tel accroc vient d'être fait dans cette doctrine du silence. On en est réduit pour l'instant aux hypothèses. La plus probable repose sur la « série noire » qui affecte les secrétaires généraux soviétiques. Voilà dix ans qu'on ne parle que de maladie dans les couloirs du Kremlin, dans les chancelleries des pays interlocuteurs de l'URSS, et aussi dans les chancelleries soviétiques où on se voit toujours plus que ne veulent bien en dire les journaux, la radio et la télévision.

JACQUES AMALRIC.  
(Lire la suite page 3.)

## Radios « libres » vers l'Est

Accusées de tous les crimes par la presse et les officiels des régimes communistes, largement ignorées par le public occidental, qui est souvent tenté d'y voir de déplaisantes survivances de la guerre froide, les radios qui diffusent vers les pays de l'Est et l'URSS, dans les langues de ces pays, restent un élément fondamental de la vie quotidienne des habitants du monde communiste.

Des millions de gens sont chaque soir à leur écoute, dans l'espoir d'apprendre ce que leur propre presse leur cache, de savoir aussi ce que pense l'Occident, et en particulier s'il pense à eux...

Ce lien avec l'Occident, l'URSS et ses alliés ne ménageant pas leurs efforts pour le rompre : la brouille, estime-t-on généralement, coûte plus cher que la réalisation et la diffusion des émissions elles-mêmes. Sans compter que Radio-Moscou envahit les ondes courtes avec

## M. Mitterrand et le terrorisme

*Le chef de l'Etat veut mettre fin à la polémique avec Rome*

« La France n'extraditera les terroristes italiens que dans la mesure où ils se sont rendus coupables ou complices de crimes de sang », a répété, vendredi 22 février, à Paris, M. François Mitterrand, qui recevait le président du conseil italien, M. Bruno Craxi. Après la polémique franco-italienne de ces dernières semaines,

MM. Craxi et Mitterrand ont fait un pas l'un vers l'autre, le premier en affirmant que « l'engagement français dans la lutte contre le terrorisme était indiscutable », le second en mettant sur le compte de la politique intérieure italienne les critiques dont la France est la cible. Mais un contentieux demeure sur l'Europe judiciaire.

## Les difficultés de l'Europe judiciaire

L'Europe des polices progresse lentement, mais l'Europe judiciaire se fait attendre. Rome accuse Paris de protéger des « terroristes » pas aussi repentants qu'ils le prétendent et voudrait obtenir, comme Madrid y parvient, des extraditions. Au moins quelques-unes, pour l'exemple. Si les autorités italiennes ont envoyé environ cent vingt demandes d'extradition à Paris, les dossiers pouvant donner lieu à des réponses favorables se comptent sur « les doigts d'une main », selon la justice française (le Monde du 9 février).

Dans cette polémique sur le droit d'asile, la France se retrouve, une fois de plus, isolée. Elle ne veut pas de l'alliance antiterroriste que prônent certains de ses partenaires et, par mesure de rétorsion, ceux-ci refusent ses propositions à elle. Ce blocage, dommageable aux relations entre les Dix, met leur coopération politi-

que en danger et envenime périodiquement leurs rapports. Comme dans les vieilles querelles de famille, le différend n'est pas, à l'origine, aussi grave qu'il y paraît, mais tant d'incidents l'ont attisé depuis dix ans qu'il semble aujourd'hui insoluble.

L'erreur de la France est d'avoir fait miroiter, en 1975, à ses partenaires, une forme de coopération

judiciaire à laquelle elle ne s'est jamais résolue. Le 22 mai de cette année-là, à Obernai (Bas-Rhin), M. Jean Lecanuet, alors garde des sceaux, avait lancé l'idée d'une « Sainte Alliance anti-terroriste » lors d'une rencontre des ministres de la justice des Vingt et un pays membres du Conseil de l'Europe.

BERTRAND LE GENDRE.  
(Lire la suite page 8.)



## Elections sous surveillance au Pakistan

De notre correspondant en Asie du Sud

New-Delhi. - Pas de partis, pas de débat, pas de réunions publiques, pas de programme, bref, pas de campagne électorale : le Pakistan du général Zia Ul Haq s'apprête à voter. Une première fois, lundi 25 février, pour élire 217 représentants « islamiques » à un nouveau Parlement du même nom, dont les pouvoirs et les fonctions seront déterminés ultérieurement (1). Une seconde fois, le 28, pour renouveler les 536 membres des quatre assemblées provinciales du pays (2).

Pour avoir invité la population à boycotter ce qu'ils qualifient de « mascarade numéro deux », la plupart des politiciens de l'opposition, et au moins quinze cents de

leurs militants, ont été arrêtés, ou placés en résidence surveillée. Quatre-vingt-dix mois exactement après avoir arraché le pouvoir aux civils, et promis « des élections libres et honnêtes d'ici quatre-vingt-dix jours », le général-président, discrètement pressé par ses alliés et bienfaiteurs occidentaux de légitimer, autant que faire se peut, son régime, se lance dans une bataille électorale. Bien entendu, celle-ci ne comporte pas le moindre risque pour la junte au pouvoir.

Malgré l'apparente pléthore de candidats - 1 300 dans la première consultation, 4 650 dans la seconde - seuls les partisans plus ou moins avoués de l'ordre militaro-islamique ont été de facto autorisés à briguer les mandats offerts. Par ordonnance présidentielle, aucun candidat ne peut se prévaloir d'une étiquette politique. Les meetings ont été interdits, les processions aussi, et l'usage des porte-voix a été permis, in extremis, après que les candidats gouvernementaux, devenus aphones, eurent menacé de se retirer de la course.

Initialement, le régime avait pris deux mesures de nature à rendre acceptables les consultations : 1) les électeurs devaient se présenter munis d'une carte d'identité ; 2) aucun militaire en retraite depuis moins de deux ans ne pouvait se porter candidat. Dix jours avant le scrutin, ces mesures ont été abrogées.

PATRICE CLAUDE.  
(Lire la suite page 4.)

(1) Le Parlement « islamique » comprendra en fait 237 sièges. Vingt seraient attribués d'autorité par le président à des personnalités. Parmi les 217 mis en jeu, 20 seront réservés à des femmes, 4 à la minorité chrétienne, 4 autres aux hindouistes, 1 aux albanais (secte musulmane non reconnue comme telle par le pouvoir) et un dernier aux autres minorités (parsis, bouddhistes, sikhs, etc.).

(2) Punjab, 260 sièges, Sind, 144, North West Frontier, 87, et Baluchistan, 45.

## LE TRICENTENAIRE DE HAENDEL

## Un grand Européen

Il y a aujourd'hui trois cents ans, le 23 février 1685, naissait à Halle, près de Leipzig, Georges-Frédéric Haendel, un mois avant Jean-Sébastien Bach. Et le tricentenaire de ces deux « jumeaux » géants, auquel s'ajoutera celui de leur cadet Domenico Scarlatti (le 26 octobre) a déterminé la proclamation par le Conseil de l'Europe d'une Année européenne de la musique qui suscite une grande ferveur dans tous les pays.

Plus encore que de Bach, qui est joué et enregistré abondamment, cette année devrait être celle de Haendel, dont l'œuvre colossale (quarante-trois opéras, vingt-deux oratorios, dix-neuf concertos grossans, soixante-neuf cantates italiennes, cin-

quante partitions de musique de chambre, etc.) reste à peu près inconnue du grand public, excepté quelques sommets célèbres, le *Messie* surtout, la *Water Music*, les concertos ou l'*Harmoine Forgeron*. Mais l'on sait aujourd'hui, grâce au disque, qu'il y a d'autres montagnes de musique à découvrir, et l'on entendra en France dans les mois à venir des œuvres telles que le *Choix d'Hercule* (à la Sorbonne), *Tamerlan* (à Lyon), *Ariodante* (Champs-Élysées), *Xerxès* (Mulhouse), *Theodora* (Mannaco), *Hercule* (Châtelet), etc.

Notre pays a un retard notable en ce domaine et nous avons souvent considéré avec quelque com-

misération cette Angleterre qui avait dû naturaliser un musicien saxon pour se doter d'un grand compositeur au 18<sup>e</sup> siècle. Même le *Messie* n'a été donné en première audition à Paris qu'en 1873, soit cent trente et un ans après sa création. Et l'on a vécu trop longtemps sur le petit livre prophétique de Romain Rolland (1910) jusqu'à ce qu'il soit relayé par la somme de Jean-François Labie (1), ouvrage chaleureux, amoureux, intuitif, d'une profonde richesse, qui sera la bible de ce centenaire.

Une légende dorée a entouré l'enfance de Haendel, mais il n'en reste pas moins qu'il fut extraordinairement précoce. Dès l'âge de sept ans, il travailla avec un maître, Friedrich Zachow, qui lui apprend l'orgue, le clavecin, l'harmonie, la composition ; à treize ans, il joue à la cour de Brandebourg ; à dix-neuf ans, il écrit une *Passion selon saint Jean* et son premier opéra, *Almira*, remporte à Hambourg un succès éclatant ; à vingt et un ans, il part pour l'Italie, triomphe à Rome, Florence, Naples et Venise, rentre en Allemagne en 1710 et gagne l'Angleterre où il demeurera jusqu'à sa mort, le 14 avril 1759 (près de neuf ans après Bach).

A Londres, il fit une fantastique carrière, accumulant les opéras italiens (de 1720 à 1741), menant une existence harassante de directeur de théâtre, avec une faillite retentissante, manquant en 1737 d'y perdre la vie et la raison, ressuscitant pour créer en langue anglaise, pendant vingt-six ans, d'admirables oratorios, et finissant aveugle (comme Bach), chargé d'une gloire qui lui valut d'être enterré à l'abbaye de Westminster.

Bien plus que Bach, Haendel aura été un musicien européen et représentatif de son époque, par ses voyages et par une prodigieuse faculté d'assimilation.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 10.)

(1) Ed. Robert Laffont, collection « Diapason », 1980, 362 pages.



## Albert Memmi Ce que je crois

Le Moi, le masque, le maître, être-père, être-fils, le couple, la religion, le travail, l'art... Albert Memmi, le philosophe de la « dépendance-pourvoyance », nous révèle notre part d'ombre et de lumière.





سكنا من الامم

# Étranger

ristes

## URSS

### La maladie de M. Tchernenko est désormais officielle

De notre correspondant

Moscou. — M. Tchernenko n'a pas été en mesure de prendre la parole, le vendredi 22 février, dans la grande salle du Kremlin, où étaient réunis les plus méritants des « électeurs » de sa circonscription. Le chef de l'Etat soviétique est, en effet, « candidat » d'un arrondissement de Moscou à la députation au Soviet suprême de la Fédération de Russie lors du scrutin du dimanche 24 février. Il se devait, selon la tradition, de tenir un « meeting électoral ».

Le chef de l'Etat soviétique ne pouvait assister à cette assemblée, c'est M. Viktor Grichine, membre du bureau politique, et premier secrétaire du parti pour la ville de Moscou, qui officiait à sa place. Il a expliqué à l'auditoire que le secrétaire général n'était pas venu « sur la recommandation de ses médecins ».

Il est sans précédent qu'on s'inquiète ainsi publiquement de la santé du numéro un. La maladie de M. Tchernenko doit être grave ou son prestige en baisse, les deux explications n'étant d'ailleurs pas incompatibles entre elles, pour qu'on ait eu recours à une telle procédure. Personne n'avait osé du haut d'une tribune et devant les caméras donner une indication quelconque sur le sort de Youri Andropov pendant les six mois qui ont précédé sa mort, bien que ce dernier ait été alors lui aussi hors d'état d'apparaître en public.

La diffusion partielle par la télévision de ce « meeting électoral » est instructive. Le téléscripteur soviétique a appris vendredi soir, de la bouche de M. Grichine — qui en

acquiert indirectement un prestige de « porte-parole » — que M. Tchernenko ne pouvait être présent.

Le « diseurs électoral » du numéro un n'a pas été lu toutefois par M. Grichine lui-même. C'est un présentateur habituel du journal télévisé qui en est chargé. Ce texte ne comporte d'ailleurs aucune innovation ni en politique intérieure ni à propos des prochaines négociations américano-soviétiques de Genève.

Tout au plus, le discours censé avoir été rédigé par M. Tchernenko comporte-t-il une proposition symbolique à l'égard de Washington.

« Nous croyons qu'à l'occasion du quarantième anniversaire de la fin de la plus terrible et de la plus destructrice des guerres, les dirigeants du Kremlin et des Etats-Unis pourraient réaffirmer conjointement, dans une formule qui conviendrait aux deux pays, l'essence et l'esprit des grands engagements souscrits par eux à la fin de la guerre et dans les accords des années 70 », peut-on lire dans ce texte. Il s'agit apparemment d'une référence aux accords de Yalta et de Potsdam (1945) ainsi qu'à l'acte final de la conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe (1975). Il est peu probable cependant que l'administration Reagan, qui ne nourrit aucune nostalgie particulière envers ces accords et qui a plutôt tendance à les dénoncer soit comme des « bradages » (Yalta) soit comme des « capitulations morales » (Helsinki) réponde positivement à cette démarche.

Le premier secrétaire du parti pour la ville de Moscou, flanqué à sa droite de M. Gorbatchev, le numéro deux du parti, et à sa gauche de M. Gromyko, a donc eu le privilège de présider cette réunion très inhabituelle.

A soixante-dix ans, M. Grichine, qui est russe, membre du bureau politique depuis 1971 et a toujours soutenu le numéro un en place, quel qu'il soit, pourrait avoir le « profil » d'un secrétaire général de « transition » si la vieille garde répugnait à céder le pouvoir à un « jeune homme » de cinquante-trois ans tel que M. Gorbatchev. Accessoirement, M. Grichine, qui semble jouir d'une santé parfaite, « présente » bien avec son allure solide, ses cheveux bleus marqués et sa cravate blanche soignée.

**DOMINIQUE DHOMBRES.**  
[Le rôle prééminent dévolu à M. Grichine au cours de cette « réunion électoral » pourrait aussi très bien s'expliquer par de simples raisons protocolaires, puisque M. Grichine est responsable de la région de Moscou, et que M. Tchernenko est « candidat » dans une circonscription de la capitale.]

• Un nouveau commandant de l'armée de terre. — Le général Evgueni Ivanovski semble avoir été désigné comme commandant en chef de l'armée de terre soviétique et vice-ministre de la défense, en remplacement du maréchal Petrow, qui avait pris en janvier le poste de premier vice-ministre. Son nom est apparu en effet vendredi 22 février dans l'*Etoile rouge*, organe de l'armée, sur une liste de vice-ministres présents à une cérémonie pour la journée des forces armées. Le général Ivanovski commandait, depuis le début des années 70, les forces soviétiques en Allemagne de l'Est. Le ministère soviétique de la défense comprend trois premiers vice-ministres et onze vice-ministres. — (AFP.)

ambitions, prendre des risques. Rien ne dit que les principaux responsables d'un système qui « tourne » depuis dix ans sans tête pensante, soient prêts à prendre de tels risques. L'URSS parachèverait alors son aspect de plus grande société anonyme de la planète.

JACQUES AMALRIC.

## Pologne

### Protestations contre l'allongement de la durée du travail

Des représentants d'anciens syndicats officiels dissous en même temps que Solidarité ont signé avec M. Lech Walesa un document commun pour dénoncer un récent décret gouvernemental qui autorise les directeurs d'entreprise à porter à neuf heures la journée de travail, ou à y introduire des « pauses » non payées, en fonction des besoins de la production.

Ce communiqué, rendu public le jeudi 21 février, est signé par d'anciens responsables des syndicats « de branche » (héritiers des syndicats officiels d'avant Solidarité), des syndicats autonomes et du syndicat des enseignants. Ces diverses

organisations se sont déjà associées à plusieurs reprises à des protestations ou des déclarations de la direction de Solidarité. Les récentes décisions concernant un allongement de la durée du travail sont, au même titre que le projet de hausse des prix, à l'origine d'un appel à une grève symbolique de protestation lancé pour le 28 février par M. Walesa et la commission clandestine de Solidarité.

D'autre part, huit cents anciens internés ou prisonniers politiques ont protesté contre la récente arrestation de trois responsables connus de Solidarité, MM. Fraszynski, Lis et Michalik, dans une lettre publiée dans un bulletin clandestin daté du 19 février.

Enfin, le primat de Pologne, Mgr Giamp, est arrivé jeudi 21 février à Londres, pour une visite de douze jours en Grande-Bretagne, où il doit rencontrer des représentants de l'importante communauté polonaise. Accueilli par le cardinal Basil Hume, mais aussi par l'ambassadeur de Pologne à Londres, Mgr Giamp a souligné devant la presse qu'il venait « d'un pays qui traverse une phase difficile de son histoire d'après guerre ». « Mais, a-t-il ajouté, je tiens à dire clairement dès le début que je n'ai pas l'intention de vous accabler de nos problèmes. » — (AFP, AP.)

## RFA

### Qui a exclu Berlin-Ouest du championnat d'Europe de football ?

(De notre correspondant.)

Bonn. — Qui a rayé Berlin-Ouest de la liste des villes allemandes où se dérouleront en 1988 les matches du prochain championnat d'Europe de football (UEFA) ou la fédération allemande ? L'affaire fait en tout cas grand bruit en RFA, où le maire de Berlin-Ouest, M. Diepgen, a très officiellement protesté et où plusieurs personnalités politiques ont estimé que la République fédérale ferait mieux de renoncer à l'organisation du championnat plutôt qu'un d'en exclure l'ancienne capitale divisée de l'Allemagne.

Il semble bien en fait que la fédération allemande, cédant aux pressions des pays de l'Est, ait soumis à l'UEFA deux listes de stades où ne figurait pas Berlin-Ouest, et qu'elle ait seulement proposé, dans une lettre d'accompagnement, d'ignorer par les instances européennes du football — d'y organiser le match d'ouverture. Le représentant ouest-allemand en sein du comité d'organisation de l'UEFA a indiqué que les trois représentants de l'Est lui avaient fait auparavant comprendre qu'ils ne voteraient pour la fédération allemande que si Berlin-Ouest ne figurait pas sur la liste.

Ce n'est pas la première fois que des difficultés surviennent à propos de l'organisation de manifestations sportives internationales à Berlin-Ouest. En 1976, les patineurs soviétiques avaient refusé pour cette raison de prendre part aux championnats du monde. Depuis lors, les difficultés s'étaient renouvelées, et plusieurs manifestations, notamment les championnats du monde de danse, y ont été prévues avec participation des pays de l'Est.

H. de B.

[Dans une interview publiée samedi 23 février par le journal *Die Welt*, le chancelier Kohl prend poliment position dans cette affaire en affirmant que la Fédération ouest-allemande de football devait tout tenter pour que Berlin-Ouest figure parmi les villes chargées d'organiser le championnat. « Organiser un championnat d'Europe qui exclut Berlin et les Berlinois », déclare-t-il, « revient à rendre un mauvais service à l'Europe. »]

## Chypre

• Motion de censure contre M. Kyprianou. — Le Parlement chypriote a adopté le vendredi 22 février une motion de censure contre M. Spyros Kyprianou, en un mouvement de défiance contre la façon dont le chef de gouvernement a mené les pourparlers de New-York, en janvier dernier, avec le leader de la communauté turque de l'île, M. Rauf Denkash. — (Reuters.)

## Autriche

### APRÈS LA DÉMISSION DU MINISTRE DE LA CONSTRUCTION

### La coalition socialistes-libéraux est de plus en plus contestée

De notre correspondante

Vienne. — M. Karl Sekanina, ministre autrichien de la construction, a démissionné le vendredi 22 février. Cette décision inattendue fait suite à une campagne dont le ministre estimait qu'elle était destinée à « ruiner sa carrière politique ». M. Sekanina avait, ces derniers jours, été accusé d'avoir utilisé des fonds syndicaux à des fins personnelles, et d'avoir acheté dans des conditions irrégulières sa villa dans un quartier résidentiel de Vienne. Le ministre a catégoriquement démenti ces allégations. Il s'était cependant démis, au début de la semaine, de ses fonctions de président du syndicat des métallurgistes, faisant valoir des « raisons personnelles ». M. Sekanina reste vice-président de l'Union des syndicats, mais sa prochaine démission de ces fonctions est également probable.

M. Sekanina a longtemps passé pour un des successeurs possibles de l'actuel président de l'Union des syndicats, M. Anton Benya, âgé de soixante-quatre ans, et personnalité-clé de la vie publique autrichienne. Nommé à la tête du ministère de la construction en 1979, M. Sekanina avait, à plusieurs reprises, fait l'objet de critiques sévères, notamment dans les milieux syndicaux, en raison du cumul de ses fonctions.

La démission du ministre de la construction intervient à un moment

où le gouvernement de coalition du chancelier socialiste, M. Fred Sinowatz, est à peine remis des suites de l'émotion soulevée par le scandale politique provoqué, en Autriche et à l'étranger, par « l'affaire Reder » (1). Quelques semaines plus tôt, des incidents sanglants avaient eu lieu entre la police et des défenseurs de l'environnement qui manifestaient contre la construction d'une centrale hydro-électrique à Hainburg, sur le Danube. Ces événements ont mis à rude épreuve la coalition gouvernementale entre socialistes et libéraux, au pouvoir depuis 1983.

L'hypothèse d'une anticipation des prochaines élections parlementaires, prévues pour 1987, gagne de plus en plus de terrain parmi les socialistes ; de plus en plus nombreux, en effet, sont ceux qui, au sein du parti de M. Fred Sinowatz, se sentent mal à l'aise avec leur partenaire gouvernemental. Le parti libéral, plus attaché qu'ant long-temps à l'idéologie pan-germaniste en honneur à l'époque nazie, se révèle un associé bien encombrant pour le SPOE.

WALTRAUD BARYLL.

(1) Le ministre de la défense, le libéral M. Frischenschlager, était allé accueillir à sa descente d'avion l'ancien criminel nazi Walter Reder, qui venait d'être libéré de sa prison italienne.

## Portugal

### Un ministre est suspendu en raison d'une infraction présumée à la législation sur les changes

De notre correspondant

Lisbonne. — Impliqué dans un scandale financier, M. Francisco Sousa Tavares, ministre de la qualité de la vie dans le gouvernement présidé par M. Mario Soares, a demandé, le vendredi 22 février, à être suspendu de ses fonctions en attendant le résultat d'une enquête.

L'affaire a été rendue publique par le quotidien *O Diário*, proche du Parti communiste, qui, dans son édition du 13 février, dénonçait les activités d'une entreprise commerciale — la DOPA — démantelée deux mois auparavant en raison de trafics de devises. Selon le journal, plusieurs personnalités publiques étaient des clients de l'entreprise dont un député, un diplomate et même un « membre du gouvernement » ; le nom de ce dernier a été rendu public par un dirigeant du Parti social-démocrate, formation à laquelle appartient le ministre incriminé.

Pour l'hebdomadaire *Expresso*, qui a repris l'affaire, M. Tavares ne serait qu'un des cent vingt personnalités disposant, à la DOPA, d'un compte en devises. Ces comptes permettaient à leurs titulaires d'obtenir des taux d'intérêt élevés et de passer outre à la législation sur le contrôle des changes, notamment pour leurs déplacements à l'étranger, et, enfin, de tirer bénéfice de la dévaluation glissante de l'escudo.

En acceptant la suspension de son ministre, M. Soares a voulu sans doute épargner l'image publique d'un ami personnel. M. Tavares ne retournera plus en effet dans un ministère car la dissolution était annoncée depuis quelques mois déjà.

JOSÉ REBELD.

## Le sort des Turcs de Bulgarie

### ANKARA RAIDIT SA POSITION

Le gouvernement d'Ankara a sensiblement raidi sa position à propos de la répression exercée contre la minorité turque de Bulgarie, et faisant savoir officiellement que les démentis apportés à ce propos par les autorités de Sofia ne lui paraissent pas « crédibles ». Dans une note de protestation remise vendredi 22 février à l'ambassadeur de Bulgarie à Ankara (nos dernières éditions datées du 23 février), le gouvernement turc indique notamment : « Il apparaît qu'une vaste campagne a été lancée en Bulgarie pour changer les noms des Turcs et les transformer par la force en noms bulgares, que la force a été utilisée contre ceux qui résistent et que de nombreux Turcs ont été tués ou blessés ».

Les autorités d'Ankara, dont l'attitude d'abord très prudente semble avoir sensiblement évolué sous la pression de leur opinion publique, indiquent dans la note de protestation qu'« on ne peut pas tolérer » le sort fait à la minorité turque de Bulgarie (de 800 000 à un million de personnes selon les estimations), et demandent que leur démarche soit suivie d'une réponse « rapide ». Ankara semble n'avoir pas décidé de négocier avec Sofia un nouvel accord qui permettrait un rapatriement d'un grand nombre de Turcs de Bulgarie.

## A travers le monde

### Bangladesh

• NOUVEAU REPORT DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES. — Pour la troisième fois depuis 1982, les élections législatives, annoncées pour avril 1985 (le *Monde* du 17 janvier), ont été reportées. La commission pour les élections a communiqué cette décision, vendredi 22 février, à la suite de l'annonce, la veille, du refus des deux principales formations de l'opposition de participer au scrutin. L'opposition réclame la levée, au préalable, de la loi martiale et la constitution d'un « gouvernement neutre » (le *Monde* du 16 février). — (UPI.)

### Corée du Sud

• NOUVEAU PRÉSIDENT DU PARTI AU POUVOIR. — Le président Chun Doo-Hwan a remanié samedi 23 février la

direction de son parti politique, le Parti démocratique de la justice (DJP), à la suite des élections législatives de la semaine dernière. M. Rih Tae-Won, cinquante-trois ans, actuel président du comité d'organisation des Jeux olympiques de Séoul prévus en 1988, a été nommé par le chef de l'Etat à la présidence du DJP. Le nouveau président du Parti démocratique de la justice a occupé successivement les postes de ministre des sports, ministre de l'intérieur, et chef de la délégation sud-coréenne lors des négociations avec la Corée du Nord. — (AFP.)

• RECTIFICATIF. — Une regrettable erreur nous a fait écrire dans un titre (notre première édition du *Monde* du 23 février) que 180 députés de l'opposition avaient été condamnés à de longues peines de prison en Corée du Sud. Il s'agissait, comme l'indiquait le texte de l'information, non pas de députés mais d'étudiants.

### Philippines

• ENLEVEMENT D'UN EVÊQUE. — L'évêque de Zamboanga del Sur (île de Mindanao) a été enlevé, vendredi 22 février, par des hommes armés (nos dernières éditions du 23 février). Onze autres personnes, dont trois religieuses qui l'accompagnaient à bord d'un minibus, ont également été enlevées par des hommes armés. Les ravisseurs, selon les mêmes sources, pourraient appartenir au Front national de libération musulman, qui revendique un Etat musulman à Mindanao.

### Sri-Lanka

• CINQ POLICIERS TUÉS. — Dans le nord du pays, une jeep à bord de laquelle se trouvaient cinq policiers a sauté sur une mine quelques heures après l'enlèvement, par des maquisards tamouls, de deux fonctionnaires, a-t-on annoncé, vendredi 22 février, de source autorisée.

MÊMES REMISES EXCEPTIONNELLES QU'ÀUX TOURISTES ÉTRANGERS !

Toutes les grandes marques de

**PARFUMS**

PRODUITS DE BEAUTÉ - Porcelaine - Cadeaux

Accessoires Haute-Couture - Maroquinerie

**MICHEL SWISS**

16, RUE DE LA PAIX - PARIS

Salons de vente 2<sup>e</sup> étage (ASCENSEUR)

261-71-71

OUVERT TOUTE LA SEMAINE

SANS INTERRUPTION

de 9 h à 18 h 30



# Dates

## RENDEZ-VOUS

**Dimanche 24 février.** — Sarrebruck : congrès du Parti libéral.  
Paris : visite du ministre israélien des affaires étrangères, M. Shamir.  
**Lundi 25 février.** — Pakistan : élections législatives.  
Rome : visite du ministre soviétique des affaires étrangères, M. Gromyko. Il se rend ensuite à Madrid.  
**Mardi 26 février.** — Madrid : visite de Mme Catherine Lamourière, secrétaire d'Etat chargée des affaires européennes.  
**Jeudi 28 février.** — Pologne : appel de Solidarité à une grève d'un quart d'heure.  
Paris : sommet franco-allemand.  
**Vendredi 1<sup>er</sup> mars.** — Uruguay : prise de fonction du président Saragatini.

## SPORTS

**Mardi 26 février.** — Basketball : coupe d'Europe des vainqueurs de coupe, Villeurbanne-Kannas, à Lyon.  
**Vendredi 1<sup>er</sup> mars.** — Football : 27<sup>e</sup> journée du championnat de France de première division.  
**Samedi 2 mars.** — Athlétisme : championnats d'Europe en salle à Athènes (jusqu'au 3).  
Rugby : tournoi des Cinq Nations, Irlande-France, à Dublin, Ecosse-Galles, à Edimbourg.  
Ski alpin : coupe du monde à Furano (Japon).  
**Dimanche 3 mars.** — Jeu de tresse : test Grande-Bretagne-France.  
Ski nordique : Vasaloppet à Mora (Suède).

## Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 694572 F  
Tél. 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Faure (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 300.000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Salas.

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 341 F 644 F 915 F 1 150 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 674 F 1 309 F 1 913 F 2 480 F

ÉTRANGER (par messagerie) 1 - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS 386 F 734 F 1 050 F 1 330 F

2 - SUISSE, TUNISIE 491 F 944 F 1 365 F 1 750 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

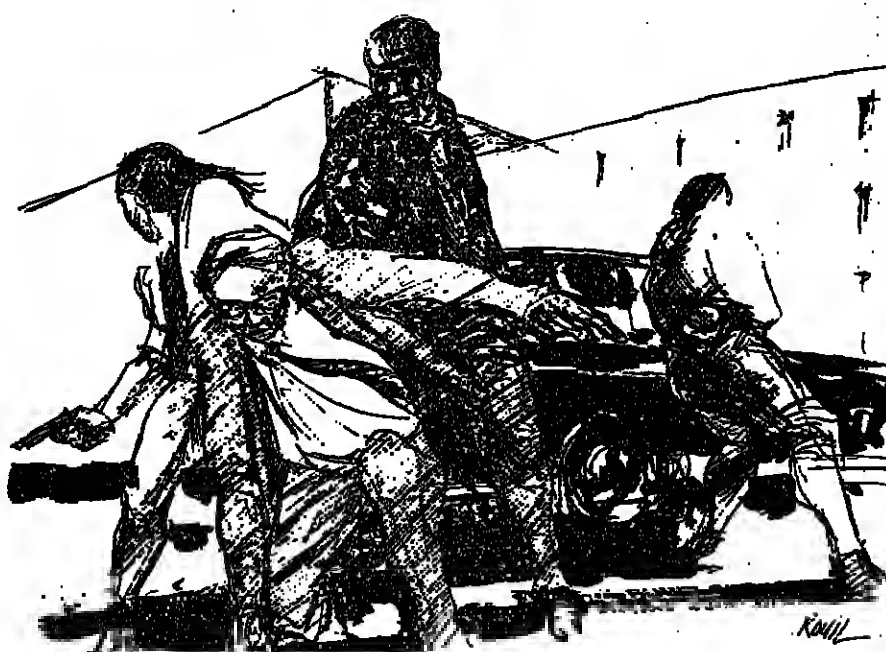
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dr. ; Tunisie, 500 m. ; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, 1,50 \$ ; Côte d'Ivoire, 450 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 180 pes. ; E.-U., 1,10 \$ ; Grèce, 75 dr. ; Irlande, 56 p. ; Italie, 2 000 L. ; Liban, 475 P. ; Libye, 0,350 \$ ; Luxembourg, 35 fr. ; Norvège, 100 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Suède, 450 F CFA ; Suisse, 5 fr. ; Thaïlande, 10 baht.

## IL Y A DIX ANS, L'ENLÈVEMENT DE PETER LORENZ

# Le jour où Bonn a cédé aux terroristes



ROUIL

27 février 1975, 9 heures du matin. Peter Lorenz, le chef de file du Parti chrétien-démocrate à Berlin-Ouest, monte dans la voiture de service qui doit le conduire à son bureau. La campagne électorale qui s'achève a été plutôt terne, mais les sociaux-démocrates ont pu le vent en poupe, et Peter Lorenz peut nourrir quelque espoir d'accéder à la mairie de Berlin. Il a fait campagne sur le thème — toujours populaire — de l'insécurité, ce qui lui a d'ailleurs valu les sarcasmes de Helmut Schmidt : « M. Lorenz doit vraiment trembler de peur la nuit dans son appartement à chaque fois qu'il entend des bruits insolites », a lancé le chancelier en public.

Tandis que la voiture de la CDU roule vers le centre-ville, une camionnette vient se placer à sa hauteur et l'oblige à s'arrêter. Deux hommes et une femme surgissent, expulsent le chauffeur, prennent place et démarrent. Le président de la CDU berlinoise a été enlevé. Bravos de combat à Bonn et Berlin-Ouest. Un dispositif policier aussi impressionnant qu'en 1972, un plus fort des poursuites contre le groupe Baader-Meinhof, est immédiatement mis en place. Des États-majors de crise sont constitués. Le chancelier prend la direction des opérations, en collaboration avec les principaux responsables de l'opposition.

Mais cet élan d'unité nationale masque, en fait, le désarroi d'un État harcelé depuis cinq ans par le phénomène terroriste, auquel il n'a pas encore su trouver de réponse appropriée. Le vendredi à minuit, quinze heures après l'enlèvement, la police lance sur les ondes un appel aux ravisseurs qui constitue une véritable offre de négociation. Il est clair dès lors que l'État a choisi de sauver la vie de Peter Lorenz à tout prix. Il va céder sur tout.

Les exigences des ravisseurs parviennent le lendemain matin au bureau de l'agence de presse DPA. Elles ne sont pas modestes. Les auteurs de l'enlèvement, qui se réclament du Mouvement du 2 juin, demandent la libération de six de leurs camarades emprisonnés pour diverses actions terroristes, dont Horst Mahler, ancien avocat, cofondateur de la Rote Armee Fraktion. Tout est prévu dans le détail : les prisonniers devront être transférés à Berlin-Ouest dans les quarante-huit heures. Un Boeing-707 sera mis à leur disposition. Le pasteur Heinrich Albertz, dirigeant social-démocrate et ancien maire de Berlin-Ouest, les accompagnera jusqu'à une destination non précisée.

Le Mouvement du 2 juin n'en est pas à son coup d'essai. Il a revendiqué plusieurs attentats, dont l'assassinat en novembre 1974 de Gunter von Drenkmann, le président de la cour d'appel de Berlin-Ouest, pour

venger Holger Meins, un dirigeant de la RAF, mort deux jours plus tôt dans la prison de Hambourg après deux mois de grève de la faim. Mais c'est l'affaire Lorenz qui sera le coup de maître de l'organisation.

Le lundi 3 mars, quatre minutes avant l'expiration de l'ultimatum, un Boeing-707 décolle de Francfort. Le survol de la RDA étant interdit aux avions de la Luftwaffe — sauf autorisation des Soviétiques, que la République fédérale, malgré tout, répugnait à demander — c'est là et non à Berlin, qu'ont été rassemblés les prisonniers. Ils sont cinq et non six : Horst Mahler, déjà engagé sur la voie d'un repentir qui lui vaudra sa libération anticipée en 1980, a décliné l'invitation. Heinrich Albertz est du voyage.

La Syrie, puis la Libye refusent l'atterrissage ; l'avion se posera finalement dans l'après-midi à Aden. Peter Lorenz ne sera libéré que le lendemain, quand le pasteur Albertz, de retour à Berlin, aura, selon le vœu des ravisseurs, prononcé à la télévision la phrase convenue : « Nous saluons tous les camarades en Allemagne, ceux qui sont sortis de prison et ceux qui y sont encore. Nous emploierons toute notre énergie afin qu'arrive bientôt, pour eux aussi, un jour aussi magnifique que celui-ci. »

## Le rôle des médias

Le pire est évité, mais le terrorisme ouest-allemand vient de remporter une de ses principales victoires. Non seulement il a sorti de prison cinq de ses adeptes et

échappé à la mobilisation policière, mais — et c'est l'essentiel — il a réussi pendant cinq jours et cinq nuits à tenir en haleine l'Allemagne entière, rive à ses écrans de télévision pour suivre, minute par minute, ce dialogue infernal entre les dirigeants politiques, la police d'un côté, et de l'autre un partenaire sans visage qui prenait rang soudain d'interlocuteur de l'État.

Tous les médias, pendant cent trente-cinq heures, ont vécu à l'heure terroriste. Les écrans de télévision se rallumaient en pleine nuit pour diffuser un message des ravisseurs, les journaux publiaient les revendications du Mouvement du 2 juin, les prisonniers, à leur libération, s'exprimaient en direct sur toutes les chaînes.

L'enlèvement de Peter Lorenz servira certes de leçon, et plus jamais l'État ouest-allemand ne négociera de la sorte. Deux mois plus tard, lorsqu'un commando menace de faire sauter l'ambassade ouest-allemande à Stockholm, s'il n'obtient pas la libération de vingt-six détenus de la RAF, la police reçoit l'ordre de donner l'assaut, et l'opération se solda par trois morts.

Deux ans après, les autorités ouest-allemandes résisteront aux ravisseurs du chef de patronat, Hans Martin Schleyer, puis aux pirates de l'air de Mogadiscio, lors de la dernière et sinistre grande épopée du terrorisme ouest-allemand, qui s'achève, le 18 octobre 1977, par la mort, dans leur cellule de Stammheim, de trois de ses « chefs historiques », Andreas Baader, Gudrun

Ensslin, Jan Carl Raspe. L'État ne cédera plus, mais il reste vulnérable, et il faudra attendre la fin des années 70 pour que le terrorisme allemand, largement démantelé, soit privé à la fois des moyens stratégiques et des moyens « dramaturgiques » qui font son succès dans l'affaire Lorenz. Cette sorte de théâtre obscur ne fonctionne plus, et c'est ce qui distingue les protagonistes des années de plomb de leurs émules, qui, ces derniers mois, ont repris du service en République fédérale.

Mais en cet hiver 1975, le climat est encore trouble

autre-Rhin. C'est l'époque où une émission de télévision appelle chaque semaine les bons citoyens à la délation en leur demandant d'aider la police à démasquer l'auteur de tel ou tel délit de droit commun. C'est l'époque où la droite ne réagit aux harcellements d'une extrême gauche violente qu'en demandant le rétablissement de la peine de mort et le renforcement de l'ordre moral ; celle où le gouvernement social-démocrate prête le flanc par des mesures comme la réactivation de la loi sur les interdits professionnels, par un raidissement policier mal maîtrisé et mal ciblé, ou par un exceptionnel raffinement dans la conception des quartiers de haute sécurité, où sont détenus les terroristes.

## Une nouvelle gauche

Le 2 juin 1967, date à laquelle renouvent les ravisseurs de Peter Lorenz, reste une date symbolique. Ce jour-là, alors que deux mille étudiants manifestent à proximité de l'Opéra de Berlin contre la présence du chah d'Iran, la police avait chargé et battu à bout portant un jeune manifestant, Bruno Olineros. Une nouvelle gauche devait alors, plusieurs mois avant le mai 1968 français, prendre son essor dans les milieux étudiants : l'opposition extra-parlementaire (APO), qui découvre en même temps le marxisme et le guérillaisme, ne se reconstruit plus dans la démocratie ouest-allemande, ni dans une société qu'elle considère comme le pur produit d'une Amérique, qui, ailleurs, fait la guerre au Vietnam.

Le 21 mai 1964, il se repose le pied sur l'aéroport de New-York, il se sent un autre homme : « Il m'est arrivé de condamner en bloc les Blancs, dit-il, je ne le ferai plus. L'homme blanc n'est pas congénitalement mauvais, c'est la société américaine raciste qui le pousse à commettre des crimes diaboliques. » Pour lui, désormais, les Noirs américains doivent, comme ceux d'Angola et d'Afrique du Sud, « porter plainte contre leur gouvernement ou Nations unies » parce qu'« il nie leurs droits d'être humains ».

Quand, le 21 mai 1964, il se rend à Paris pour un congrès d'étudiants africains, mais il est expulsé. Dans la nuit du 13 au 14 février, il échappe avec sa famille à l'incendie criminel de sa maison. Il accuse alors les Black Muslims. Avant la réunion qui lui sera fatale, il confie à un ami qu'il se sent le cible d'une « conspiration ». Vingt mille personnes défileront devant sa dépouille mortelle. Qui l'a tué et pourquoi ? Aussitôt après la fusillade, on arrête Thomas Hagan, vingt-deux ans. Quelques jours plus tard, deux anciens Black Muslims sont appréhendés. Le procès, un an plus tard, est confus. Hagan, le jour du verdict, reconnaît sa culpabilité et innocent ses complices, le tribunal refuse de le croire et les trois hommes sont condamnés à la prison à vie.

DOMINIQUE FOULON.

## IL Y A VINGT ANS, L'ASSASSINAT DE MALCOLM X

# Le « musulman noir » de l'Amérique

Le 21 février 1965, par un bel après-midi ensoleillé, quelques passants s'engouffrent dans l'Audubon Ballroom, salle de danse de Harlem, où se tient en ce dimanche une réunion de l'Organisation de l'Unité afro-américaine (OAAU). Si ce parti, récent, est encore peu connu du grand public, son fondateur est un des hommes les plus écoutés de la communauté noire des États-Unis : Malcolm X. L'ancien porte-parole des musulmans noirs s'avance vers le micro, grand, des lunettes, une fine barbe, un visage mille fois aperçu dans la presse ces dernières années. Il va commencer son intervention quand un brouhaha s'élève au fond de la salle. A peine tenté-il de ramener le calme par quelques mots : « Frères restez calmes, ne vous excitez pas... », que trois hommes bondissent de leur siège et ouvrent le feu. Malcolm X s'écroule mortellement atteint. Il a trente-neuf ans.

Cette fin tragique, il l'avait prophétisée plusieurs fois. La violence l'a accompagné toute sa vie, et même précédé dans l'existence quand sa mère, enceinte, reçut la visite du Ku Klux Klan dans sa pauvre maison du Nebraska. Les racistes n'acceptaient pas que son mari, le révérend baptiste Earl Little, la « fierté d'être Noir », et le « retour en Afrique ». Après avoir cassé les vitres de la demeure, ils invitèrent la famille à quitter la région.

Quelques jours plus tard naissait un garçon prénommé Michael. Il n'avait que quatre ans lorsque deux Blancs incendièrent, en pleine nuit, le domicile familial situé dans le Michigan. Les pompiers et la police se contentèrent de regarder le sinistre. A cette époque, certaines villes étaient encore interdites aux Noirs la nuit. Tous les moyens étaient bons pour mettre à la raison les forces

tées comme le révérend Little. Il devait être découvert le crâne fracassé par un tramway, « accident », selon la police, « assassinat », pour la famille, qui va se disperser, mais faite de témoin l'affaire est classée. Voici Malcolm à Harlem. Dans les rues du ghetto, ce gamin dégingandé venu tout droit de sa campagne, surnommé « Big Red » à cause de sa taille et de ses cheveux roux a tôt fait de connaître les combines. En 1946, il est condamné à dix ans de prison.

Son univers bascule en 1948 quand un de ses frères lui envoie des lettres passionnées où il est question de « la religion naturelle du Noir ».

## Un mystérieux colporteur

La Nation de l'Islam, à laquelle vient d'adhérer son frère, est un petit mouvement fondé à Detroit par un mystérieux colporteur assurant « venir de La Mecque », W.D. Fard. Nul ne connaît l'origine de ce personnage entouré de légende. Mais ses discours passionnés, ses explications sur l'histoire de l'Afrique et de son peuple, sa dénonciation de la « société du diable aux yeux bleus » (le Blanc) ont trouvé un écho extraordinaire dans les quartiers noirs désertés. Bientôt, une mosquée a été bâtie, puis des écoles ; plus tard, une université et un mouvement féminin seront créés.

Parmi les convertis, un fils de pasteur baptiste venue de George pour ne trouver que misère dans le Nord : Elijah Poole. Fard, qui disparaît sans laisser de traces en 1934 et sera tenu par ses adeptes pour une manifestation d'Allah, le désigne du nom de Muhammad. Bientôt, aux yeux de la secte, Elijah Muhammad sera le « messager d'Allah ». A la veille de la guerre, la Nation de l'Islam compte 80 000 membres.

Au fond de sa cellule, Malcolm Little est saisi d'une fringale de connaissance. Pour combler son retard, il recopie tout un dictionnaire puis découvre des rayons entiers de bibliothèque. Quand il est libéré, en 1952, c'est réellement un autre homme. Il rencontre alors Muhammad, avec lequel il a souvent correspondu depuis sa conversion. Il met tout son enthousiasme et sa fougue à prêcher ses nouvelles convictions et bientôt obtient son « X ». « Le X du musulman représente son véritable nom africain, celui qu'il ne peut connaître. Le X remplace le nom de Little qu'il avait imposé à mes oncles, quelque diable blanc aux yeux bleus nommé Little. Désormais, je serai connu dans la nation de l'Islam sous le nom de Malcolm X » (1).

Les préceptes religieux des Black Muslims partaient du postulat suivant : quand la Lune et la Terre se séparèrent voici 66 trillions d'années, le premier homme et la première femme étaient des musulmans. Ils fondèrent La Mecque. Dans ces temps heureux, un mauvais sujet, mais grand savant, Yakoub, entreprit par malveillance de créer la race blanche, diabolique parce qu'elle était de la pureté noire originelle et des vraies croyances musulmanes. Cette race maléfique devait dominer le monde pendant six mille ans. Au terme de cette période, un dieu de grandeur issu de la race noire devait apparaître, détruire le monde de Yakoub et remettre le peuple noir à sa place légitime pour qu'il puisse diriger le monde. Ce dieu, selon les musulmans noirs, était apparu sous les traits de W.D. Fard.

La reconquête de la dignité et d'une identité s'accompagnait, au niveau de la vie quotidienne, d'une série de contraintes. Les préceptes de la secte étaient stricts : ne pas

boire d'alcool, ni fumer, ni manger de porc, mener une vie ascétique et prier plusieurs fois par jour. Leur volonté d'arracher les masses noires à la décadence amenaient les Black Muslims à s'occuper de la désintoxication des drogués mieux que ne le faisaient les services sociaux.

## La rupture

Vers la fin des années 50, commence à se développer dans les États du Sud un mouvement pour obtenir les droits civiques et l'égalité pour les Noirs. Il est dirigé par un jeune pasteur, Martin Luther King. Du boycottage des bus à Montgomery en Alabama aux efforts pour faire inscrire des étudiants de couleur dans certaines universités, l'agitation mobilisa d'abord les classes moyennes noires et les libéraux blancs du Nord. Les Black Muslims furent jamais partie prenante de cette lutte pour l'intégration qu'ils rejetaient et méprisaient, mais, après avoir été à la pointe de la contestation de la société américaine, ils se trouvaient dépassés par les militants des droits civiques.

Cette question crée une divergence entre Malcolm X et Elijah Muhammad sans maître à penser. En effet, le disciple craint que le mouvement ne soit isolé par son intolérance. Quand, en 1963, éclate un scandale : le saint homme se voit accusé, par deux de ses secrétaires, d'être le père de leurs enfants. Pour Malcolm, c'est le choc, le doute, la cassure. Mal vu du « messager d'Allah », au sein du mouvement, il en est bientôt exclu.

Il prend du champ, fait un pèlerinage à La Mecque et se rend ensuite au Liban, à Jérusalem, au Nigeria et au Ghana, où il rencontre le président N'Krumah, alors un des chefs de file de l'anticolonialisme sur le

continent. Malcolm X élargit ses horizons et il lui semble indispensable de rassembler les Afro-Américains sous la bannière du panafricanisme.

Quand, le 21 mai 1964, il se repose le pied sur l'aéroport de New-York, il se sent un autre homme : « Il m'est arrivé de condamner en bloc les Blancs, dit-il, je ne le ferai plus. L'homme blanc n'est pas congénitalement mauvais, c'est la société américaine raciste qui le pousse à commettre des crimes diaboliques. » Pour lui, désormais, les Noirs américains doivent, comme ceux d'Angola et d'Afrique du Sud, « porter plainte contre leur gouvernement ou Nations unies » parce qu'« il nie leurs droits d'être humains ».

Au début de 1965, il se rend à Paris pour un congrès d'étudiants africains, mais il est expulsé. Dans la nuit du 13 au 14 février, il échappe avec sa famille à l'incendie criminel de sa maison. Il accuse alors les Black Muslims. Avant la réunion qui lui sera fatale, il confie à un ami qu'il se sent le cible d'une « conspiration ». Vingt mille personnes défileront devant sa dépouille mortelle. Qui l'a tué et pourquoi ? Aussitôt après la fusillade, on arrête Thomas Hagan, vingt-deux ans. Quelques jours plus tard, deux anciens Black Muslims sont appréhendés. Le procès, un an plus tard, est confus. Hagan, le jour du verdict, reconnaît sa culpabilité et innocent ses complices, le tribunal refuse de le croire et les trois hommes sont condamnés à la prison à vie.

DOMINIQUE FOULON.

(1) L'autobiographie de Malcolm X a été publiée chez Grasset en 1966.



50 من الاول

brouillés

# Etranger

## radios « libres » vers l'Est

### Le splendide détachement de la BBC

De notre envoyé spécial

Londres. — Tu m'as dit...  
« Ici Londres. Les émissions en polonais de la BBC sont diffusées chaque jour, depuis le 7 septembre 1939, pratiquement sans interruption. A l'époque, elles se mêlaient au fracas des bombes allemandes. Aujourd'hui, elles s'efforcent de percer le brouillage réalisé à partir d'émetteurs situés en Union soviétique — un brouillage qui, pour les émissions en polonais, a repris, après dix-neuf années de pause, au moment de l'instauration de l'état de guerre à Varsovie. (Les émissions en russe, elles, ont recommencé à subir le brouillage dès août 1980.)

Dans un des nombreux studios de Bush House, l'immense bâtisse ronde de la BBC, quatre Polonais de Londres s'adressent à leurs compatriotes. Derrière la vitre du studio, aux côtés du jeune technicien anglais qui ne comprend pas un mot, mais, en bon professionnel, sait que l'émission tourne rond, il est bien difficile, à regarder ces trois hommes d'âge mûr et cette jeune femme, émigrés de plus ou moins longue date, de ne pas sentir que cette scène peut avoir d'émouvant.

C'est pourtant un simple bulletin d'informations parmi des milliers d'autres. Ce jour-là, l'actualité est plutôt creuse, et les auditeurs devront attendre dix-huit minutes le premier commentaire consacré à la Pologne. Auparavant, selon le rite immuable de la BBC, ils auront entendu neuf minutes d'informations mondiales, les mêmes, à d'infimes détails près, et dans le même ordre, que tous les autres auditeurs des « services extérieurs » de la BBC, que ce soit le « world service » en anglais, ou sa traduction dans l'une des trente-six autres langues de diffusion. Les responsables des diverses rédactions élaborent eux-mêmes la « suite » de leur programme — pour une bonne part en puisant dans un « fonds commun » mis à leur disposition, — mais le bulletin est sacré et préservé universel.

Il est composé dans le grand « newsroom » central, suivant des règles strictes (chaque information doit avoir deux « sources » reconnues, sauf si elle vient d'un correspondant de la BBC).

#### L'atmosphère se réchauffe

Cette conception rigide a de tout temps été critiquée par ceux qui souhaitaient que le bulletin soit, au moins partiellement, adapté aux centres d'intérêt de l'auditeur, selon qu'il est roumain, tchécoslovaque, chinois ou... français.

Mais la BBC, résiste comme un roc à toutes ces suggestions, avec quelques très solides arguments. Il s'agit pour elle de répercuter l'actualité mondiale, de manière aussi neutre que possible — mais telle qu'elle est vue de Londres, — sans prétendre se substituer à une radio locale (comme la fait Radio-Free-Europe).

D'abord, explique-t-on à Bush House, parce que la BBC n'aurait pas les moyens de le faire — il est bien difficile d'obtenir des informations fiables sur la situation intérieure de bien des pays, — et aussi parce que les auditeurs de ces pays respectifs risqueraient de se faire de fausses illusions sur l'importance qu'on attache en Occident à leur propre sort.

Certains objecteront tout de même que l'auditeur d'Europe de l'Est risque de perdre patience si, au terme de longs efforts pour rechercher une longueur d'ondes plus audible que les autres, il doit se contenter d'un compte rendu soigneusement balisé sur une crise ministérielle au Japon, alors qu'il grelotte dans son appartement de Bucarest et préférerait peut-être entendre quelques commentaires impertinents sur la mégalomanie du président Csesu. Le courrier reçu, et les recherches faites sur l'audience, prouvent d'ailleurs que la plupart des auditeurs, tout particulièrement en Tchécoslovaquie et en Pologne, aimeraient qu'on leur parle davantage d'eux-mêmes.

Mais d'autres, au contraire, savent gré à la BBC de rester elle-même, fidèle à sa tradition de « dé-

tachement », hériplissant au admirable, selon les goûts.

En fait, dans la partie du programme qui suit habituellement le bulletin, l'atmosphère se réchauffe sensiblement. A tendre bien l'oreille, on s'aperçoit vite que les rédacteurs de la section polonaise — on russe — sont tout sauf indifférents à ce qui se passe dans leur pays d'origine.

Le commentaire lu ce soir-là sur l'affaire Popieluszko, sans être en rien agressif, n'était guère complaisant pour le général Jaruzelski — mais il n'engageait pas, ponctuellement, la BBC. Chaque section de langue a, en effet, ses commentateurs spécialisés, qui s'expriment en leur nom propre, la BBC, par principe, n'ayant pas d'opinion.

La distinction, on s'en doute, risque d'être bien subtile pour des auditeurs habitués depuis des lustres à voir dans tous ceux qui s'expriment à l'antenne des représentants du pouvoir en place. Et les propagandistes de l'autre bloc ont beau jeu de dénoncer l'hypocrisie d'émissions d'autant plus perverses que « leurs distorsions sont invisibles à l'œil nu », selon la jolie expression de deux auteurs soviétiques.

La neutralité totale est évidemment impossible. Même si certains responsables des sections de langue affirment, prudents, qu'ils cherchent, avant tout, à se conduire en bons « professionnels » de l'information, on sent bien que derrière ce modeste propos se cache une haute ambition : donner aux peuples de l'Est l'exemple de ce que peut faire un système démocratique où l'information est libre.

« En tant que représentants d'une société démocratique et pluraliste, nous estimons de notre rôle de présenter des idées et de stimuler la pensée », expliquait récemment le directeur des services européens, Peter Franken. Il ne s'agit pas d'asseoir une vérité, mais de traiter l'auditeur en adulte capable de se faire sa propre opinion.

Dans la pratique, il arrive parfois que ces sains principes se traduisent par une information plutôt timorée. A côté de remarquables succès, la BBC, par exemple, a particulièrement manqué de flair au moment de la mort d'Andropov, et ses scrupuleuses précautions de style (du genre « la nomination de Tcherenchenko à la tête de la commission des funérailles pourrait être ou pourrait ne pas être un indice pour la succession ») ne l'a pas empêché de commettre, sur le même sujet, d'assez grossières inexactitudes. Par ailleurs, fidèle reflet d'une vision occidentale des choses, la BBC semble parfois reprendre à son compte, à propos de certains personnages du Kremlin, des qualificatifs (technocrate, libéral...) qui font plutôt sourire dans l'autre partie de l'Europe.

Pourtant, et là aussi parce qu'elle se veut à l'image du monde occidental, la BBC a sensiblement évolué, depuis la fin de la détente, dans le sens d'une attitude plus critique, plus ferme, à l'égard des pays communistes. Et elle a renoncé à certaines timidités du passé (jusqu'au milieu des années 70, il n'était pas question de rendre compte à l'antenne d'œuvres d'auteurs dissidents avant qu'ils n'aient été publiés à Londres).

On n'en est plus là, et les diverses rédactions sont également autorisées à faire état de documents ou de déclarations qui leur viennent directe-

ment d'Europe de l'Est, sous leur responsabilité. Les émissions religieuses vers l'URSS ont été développées, mais la BBC a cependant refusé de tenir compte des nombreuses autres suggestions ou critiques émises par Alexandre Soljenitsyne. Le Morning Star, organe du microscopique PC britannique, est toujours scrupuleusement cité dans les revues de presse.

#### Des lettres « clin d'œil »

En dépit de son prestige, amplement mérité, la BBC se place, en termes d'audience, assez loin derrière ses principales concurrentes en Europe de l'Est.

Il n'est guère facile, en effet, de lutter contre les émetteurs bien plus puissants de VOA, ou d'établir des comparaisons avec les stations de Munich, qui diffusent un nombre d'heures d'émission beaucoup plus élevé. Les résultats obtenus en URSS sont d'autant plus remarquables, puisque la BBC, qui émet exclusivement en russe, se place en seconde position derrière VOA, et

flots d'injures abjectes que vous déversez sur notre système socialiste... »

Les émissions vers l'Est, sont, au même titre que l'ensemble des « services extérieurs », financées par le Foreign Office (80 millions de livres pour 1984). Les offensives régulièrement lancées par divers responsables gouvernementaux pour imposer des « économies », ne menacent pas directement les rédactions « est-européennes ». Mais Bush House, réagissant comme une forteresse assiégée, estime que tout appauvrissement de réseau de correspondants, toute réduction des programmes, y compris dans des langues « occidentales », porte préjudice à l'ensemble de l'institution. En effet, si les services extérieurs devaient être amenés à concentrer leurs efforts sur l'Est, ce serait, explique-t-on, la fin de la spécificité de la BBC — son caractère universel.

Techniquement, la BBC est bien équipée — et profite de son remarquable service de « monitoring » (écoute des radios étrangères). On peut même, depuis Londres, regar-



Cartoon d'un journal soviétique. Les inscriptions sur l'échelle des chaises signifient : « Liberté », « Europe libre ».

avant Radio-Liberty, étant entendu que les recherches sur l'audience, élaborées à partir de sondages réalisés sur les voyageurs qui se trouvent à l'Ouest, sont forcément aléatoires.

En Europe de l'Est, la BBC enregistre ses meilleurs scores relatifs en Roumanie et surtout en Bulgarie, avec des résultats plus modestes en Hongrie et en Tchécoslovaquie. En Pologne, pays où les radios de l'Ouest sont le plus écoutées, elle est largement battue par les deux stations « américaines », mais bénéficie tout de même d'une audience estimée à 22 % de la population adulte.

Et elle a reçu de Pologne, en 1984, cinq mille cinq cents lettres, auxquelles elle répond systématiquement. Les auditeurs ont à l'évidence moins peur d'écrire à Londres qu'à Radio Free Europe. Une bonne partie de la correspondance concerne les cours d'anglais ou les programmes de distraction, mais on trouve aussi des lettres « clin d'œil », destinées à berner la censure, dans le style « toute la censure écoute régulièrement, pour s'en indigner, les

der les émissions de la télévision de Moscou, et capter le système de télé-printing de la Pravda, qui pourrait être imprimée plus tôt à Londres qu'à Vladivostok. Mais, en dépit d'un programme de modernisation des émetteurs — une nécessité urgente, — il est douteux que la BBC puisse suivre la course à la puissance dans laquelle sont engagés la Voix de l'Amérique et les brouilleurs soviétiques.

La radio de Londres devra donc lutter pour maintenir ses positions, fermement accrochée à ses principes, qui font d'elle une station surtout appréciée par le public « haut de gamme » d'Europe de l'Est. Mais pas seulement. Peter Franken aime à raconter l'histoire de cet ouvrier bulgare devenu auditeur fidèle depuis qu'il avait appris, avec stupefaction, que la BBC faisait « même » état d'incidents aussi désagréables pour le premier ministre britannique que le fait de se faire asperger d'encre par un contestataire.

J. K.

### Le « ton » RFI

« On dirait une radio libre... »  
« Ils sont très Français : brillants, mais pas tout à fait sérieux », Certains confrères de Munich ou de Londres ne sont guère charitables dans leurs commentaires sur Radio-France internationale. A côté de ces vieux brouilleurs de l'information vers l'Est, RFI fait fatalement figure de jeune fille. Mais elle a au moins un immense mérite, celui d'exister à nouveau, après une longue éclipse. En 1974, en vertu d'une certaine conception de la « détente », les émissions en langues étrangères vers les pays communistes avaient été supprimées.

Il a fallu attendre 1981, et la proclamation de l'état de guerre à Varsovie, pour que soit improvisé, sous le coup de l'émotion, un programme d'une demi-heure par jour en polonais — porté ultérieurement à une heure, répartie sur trois émissions quotidiennes. On y a ensuite ajouté une heure d'émission en russe, et, depuis janvier dernier, une demi-heure en roumain. Le choix des langues et celui de la durée des émissions reviennent au Quai d'Orsay, qui contribue aussi, mais pour moins de 20 %, au budget global de RFI. Pour la reste, les diverses rédactions sont libres, à charge pour elles d'apporter une information qui ne se veut « critique », et aussi de ne pas oublier de parler de la France.

Comparé à celui de la BBC ou de Free Europe, le travail à RFI relève plutôt de l'artisanat. Mais, avec les moyens du bord et en faisant de nécessité vertu, on obtient des résultats. L'audience des émissions en russe, et plus encore des émissions en rou-

main, est encore difficile à apprécier. C'est trop tôt. Mais la section polonaise a opéré une percée remarquable, avec plusieurs atouts qui expliquent son succès auprès du public : l'absence de brouillage (sans doute parce que les brouilleurs sont trop occupés par les « grandes » radios), ce qui autorise les journalistes à parler assez vite, et donc à apporter, en peu de temps, beaucoup d'informations. Et puis aussi un « ton » particulier, vif, un peu ironique.

Les informations sont essentiellement fondées sur les dépêches d'agence, avec une très (trop ?) nette préférence à l'AFP. Mais il y a aussi un magazine quotidien à une revue de la presse française, surtout des articles consacrés à la Pologne, agrémentés parfois de « clin d'œil » et d'un zeste de distanciation à l'égard de certains commentateurs systématiquement complaisants.

RFI entretient visiblement avec son auditoire polonais des relations de connivence. Les lettres reçues prouvent que ce style plaît, en particulier dans les milieux éduqués. Les autorités de Varsovie sont nettement moins enthousiastes, et ont tendance à voir en RFI une manifestation supplémentaire de l'attitude « hostile » du gouvernement français.

RFI, il est vrai, n'hésite pas à interviewer par téléphone tel ou tel opposant célèbre. — Jacek Kuron, par exemple, ces jours derniers. Mais après tout, même la BBC fait à présent la même chose.

J. K.

### VOA

### La puissance... et la gloire de Reagan

La Voix de l'Amérique parle de plus en plus fort et elle est de plus en plus écoutée. Nettement en tête en URSS, VOA a aussi doublé son audience en Pologne, tout en restant à bonne distance de Radio Free Europe. En Tchécoslovaquie, toujours selon les « sondages d'écoute », elle talonnerait désormais de très près la station de Munich.

Ces progrès s'expliquent largement par la remarquable montée en puissance des émetteurs de VOA, qui est l'objet de toutes les attentions de l'administration Reagan. Et ce n'est pas fini : le « Voix » compte dépenser en cinq ans 1 milliard de dollars pour poursuivre la modernisation de ses émetteurs, dont certains seront installés en Israël (le gouvernement hébreu, après avoir longtemps craint de donner un motif supplémentaire d'irritation à Moscou, a fini par surmonter

ses réticences). Résultat : c'est sur VOA que l'auditeur est-européen a le plus de chances de tomber en tournant le bouton de sa radio.

En revanche, de l'avis général, la qualité des programmes est loin d'être à la hauteur de celle de la réception. VOA paraît bien souvent « à côté de la plaque », imprécise ou en retard. C'est, contrairement à RFI, l'Europe de l'Est vue de très loin.

Dans un souci d'honnêteté, les commentaires sont précédés de la mention : « Ceci reflète le point de vue du gouvernement américain. » Ce qui n'est pas forcément un handicap, eu contrairement. Les succès de VOA sont très souvent interprétés comme un sous-produit de la popularité du président Reagan en Europe de l'Est.

J. K.

# "GRAND JURY" RTL-Le Monde

## JEAN FRANÇOIS-PONCET

dimanche 18h15

animé par Olivier MAZEROLLE

Bernard BRIGOLEUX  
et André PASSERON (Le Monde)  
Paul-Jacques TRUFFAUT  
et Christian MALARD (RTL)

# RTL

en direct sur

Le Monde • Dimanche 24-Lundi 25 février 1985 — Page 5



# Étranger

Inde

## M. Gandhi en France le 6 juin

De notre correspondant

New-Delhi. — Le gros de l'orage est passé. Malgré l'affaire d'espionnage dans laquelle la France, entre autres, était mêlée, l'invitation lancée par M. Mitterrand au premier ministre de l'Inde à se rendre en France a été acceptée officiellement, vendredi 22 février, à New-Delhi. M. Rajiv Gandhi sera à Paris du 6 au 10 juin, à temps pour le lancement de l'« année de l'Inde en France » (nos dernières éditions du 23 février).

Les nuages qui s'étaient amoncés dans les relations franco-indiennes à propos de l'affaire d'espionnage sont en train de se dissiper. Y a-t-il eu, dans un premier temps, à New-Delhi, surévaluation des dommages causés par le réseau, et surtout précipitation dans l'application de mesures punitives à l'égard de ses bénéficiaires ? M. Gandhi le reconnaît en substance : nous devons, en fait, nous en prendre d'abord à nous-mêmes. « Nous avons laissé, a-t-il dit, nos portes et nos fenêtres ouvertes. Certains en ont profité. Mais c'est d'abord un problème intérieur indien ».

Reste que le colonel Boley demeure jusqu'ici le seul diplomate dont le rappel est directement lié à l'affaire et que l'ambassadeur de France est le seul de son rang à quitter son poste sur injonction indienne. Toutefois, les dernières heures du sé-

jour ici de M. Serge Boidevaux se déroulent dans une atmosphère plus chaleureuse qu'on pouvait le penser. La presse locale proche du pouvoir n'a de cesse de souligner l'innocence personnelle du futur secrétaire général adjoint du Quai d'Orsay dans le « scandale du siècle », et les diplomates français sont à nouveau les bienvenus dans les administrations indiennes. Bref, le revirement est sensible, mais il faudra attendre encore avant de juger si toutes les arrière-pensées nées du scandale ont disparu.

PATRICE CLAUDE.

● L'affaire d'espionnage à New-Delhi. — Cinq parmi les dix-sept personnes accusées d'être impliquées dans l'affaire d'espionnage se sont rétractées vendredi 22 février, à l'indiqué l'agence de presse indienne PTI. M. S. Sankaran, qui travaillait au service de presse du président indien Giani Zail Singh, avait déclaré, devant un tribunal de New-Delhi chargé de l'affaire : « J'ai fait des aveux sous la contrainte et sous de fortes pressions, j'ai été mentalement et physiquement torturé ». Deux membres du secrétariat du premier ministre, un membre du secrétariat du président indien ainsi qu'un autre fonctionnaire, se sont également rétractés et ont fait des déclarations identiques à celles de M. Sankaran, ajoute PTI. — (AFP.)

## Pakistan

### Elections sous surveillance

(Suite de la première page.)

Du coup, une bonne trentaine d'officiers supérieurs, fraîchement libérés de leurs obligations, siègeront sans doute dans le prochain Parlement civil, et il sera virtuellement impossible de vérifier l'honnêteté des opérations de vote, sans parler du complot.

Si les choses se déroulent bien, c'est-à-dire si ses candidats sont élus, s'il n'y a pas trop de protestations et de désordres, l'administrateur en chef de la loi maritale, l'un des titulaires officiels du président, « lèvera peut-être, après les élections, l'édit de loi, en vigueur depuis sept ans. Après sept ans et demi de pouvoir, le général Zia Ul Haq se sent un peu à l'étroit dans son uniforme. Il a confiné récemment dans une interview, souhaitant devenir un président civil à part entière.

Une première étape a été la tenue, le 19 décembre dernier, d'un référendum qui a fait couler des tonnes d'encre (3). A la veille du scrutin, le général-président avait déclaré à la télévision : « Si vous êtes d'accord pour que mon gouvernement poursuive le processus d'islamisation du pays, je considérerai mon mandat prolongé de cinq ans ».

Le Pakistan est à 95 % musulman, et 70 % analfabète. Il y eut, d'après les autorités, 97 % de « oui » à la question posée, et 62 % des électeurs inscrits se présentèrent aux urnes. L'opposition, bâillonnée dans les mêmes conditions que celles qui prévalent aujourd'hui, éria au scandale et à l'impotence, dénonça les truquages, le bourrage des urnes et celui des cerveaux. Ce fut, selon elle, la « mascarade numéro un ».

Un dixième à peine des électeurs auraient en réalité participé au vote. Les autres, conformément à la consigne de boycottage donnée par la plupart des partis, se seraient abstenus. Il est impossible de vérifier ces chiffres, car la machine électorale, comme l'ensemble des structures de l'Etat et l'administration, est aux mains de l'armée. Le général Zia a néanmoins considéré qu'il détenait enfin son premier mandat « civil et populaire ». Sauf accident, les jours possibles dans un pays où le seul chef de gouvernement jamais élu par le peuple, Zulfikar Ali Bhutto, fut sommairement exécuté en 1979, — le président Zia Ul Haq demeurera au pouvoir à Islamabad jusqu'en 1990.

### Un « tour de passe-passe »

Il aurait pu s'en tenir là, et continuer de diriger le pays comme il le fait depuis juillet 1977, par un savant mélange de répression et de tolérance. Mais, d'une part, les élections générales — les premières de cet étrange « septennat », et les troisièmes seulement depuis la création du pays en 1947 — avaient été promises. D'autre part, le général-président souhaitait non seulement maintenir le plus longtemps possible au pouvoir, mais également débarrasser, une fois pour toutes, le « pays des pures » du parlementarisme de type Westminster hérité de la période coloniale. « La démocratie façon occidentale est incompatible avec l'islam », a-t-il répété à de nombreuses reprises.

La Constitution de 1973, qui prévoit, outre des élections réellement libres, un président sans pouvoir exécutif, comme en Inde, un premier ministre fort, doit donc être abrogée de manière à renverser les rôles. La future

Assemblée nationale, qui pourra être dissoute par volonté présidentielle, aura donc pour première tâche de se couper les ailes. A tout hasard, le général Zia a d'ailleurs annoncé qu'il mettrait en place un « conseil de sécurité nationale » dont les membres, choisis par lui, devront alléger au seul chef d'Etat.

Les fonctions exactes de cet organe, son rôle, sont encore débattues en coulisses de l'Etat, mais les partis d'opposition, qui connaissent le général-président, sont persuadés qu'il s'agit d'un véritable centre de décision, une sorte de super-gouvernement dont les vingt-deux généraux qui en feront partie, seront les véritables maîtres. C'est en outre, pour dénoncer ce « tour de passe-passe » en gestation, que les quasi-totalités des organisations politiques ont décidé de boycotter les élections.

Un autre des appareils, seul le petit parti intégriste, le Jama'at-Islami, qui soutient les militaires depuis 1977, a accepté de prendre part au vote. Le numéro deux de cette formation, M. Ghafour Ahmed, s'est cependant déclaré favorable au boycottage, dans la mesure où « le vote ne restaurera en rien les droits humanitaires de base des Pakistanais ».

La question qui préoccupait plus immédiatement les onze partis d'opposition regroupés dans le Mouvement pour la restauration de la démocratie (MRD) était de savoir si « une semi-démocratie » valait mieux que rien du tout. Les appareils, après maintes discussions, ont finalement décidé le boycottage, mais, la pratique électorale ayant toujours reposé, au Pakistan, sur un clientélisme féodal quasi généralisé, un certain nombre d'élus de l'ancien régime, craignant de perdre leur influence sur le terrain, ont déserté le MRD et accepté de jouer le jeu du général.

Quelques-uns — frères, beaux-frères, cousins ou hommes-liges d'imprimantes personnelles du même mouvement — se sont eux aussi, lancés, « à titre personnel », dans la course au vote. Pour tenir le siège de leur commanditaire « au ebaud », en attendant des jours meilleurs... Les gens du MRD comptent, bien entendu, sur la réelle absence de popularité du régime, et aussi sur la passivité presque traditionnelle d'une partie de l'électorat, pour annoncer, le 1<sup>er</sup> mars, un éventuel succès du boycottage.

Le général Zia, qui s'est révélé, au fil des ans, beaucoup plus rusé qu'il n'y paraissait, dispose, non seulement de médias puissants à sa botte, mais aussi du soutien tacite, et parfois explicite, d'une coalition d'intérêts qui comprend les petits commerçants, les industriels, les propriétaires terriens, les religieux, et une bonne partie des classes moyennes urbanisées. Tout cela ne fait pas une majorité électorale, certes, mais l'intéressé lui-même l'a dit si 40 % des 39 millions d'électeurs pakistanais se déplacent aux urnes, il sera satisfait.

PATRICE CLAUDE.

(3) La question posée fut la suivante : « Soutenez-vous le processus engagé par le général Zia Ul Haq pour harmoniser les lois du Pakistan avec les préceptes de l'islam et assurer le transfert en douceur et dans l'ordre du pouvoir aux représentants élus du peuple ? » (Le Monde du 19 décembre 1984.)

# Brouilleurs-brouillés :

## RADIO-FREE EUROPE

### Le diable et ses démons

De notre envoyé spécial

Munich. — Un solide mur d'enceinte, des caméras vidéo un peu partout, une entrée étroitement surveillée, un strict contrôle des visiteurs : dès l'approche des bâtiments qui abritent les stations de Radio-Free Europe et Radio Liberty, dans un quartier pourtant bien tranquille de Munich, on sent qu'on va pénétrer sur un territoire sensible.

Ce n'est pas tout à fait aussi impressionnant qu'une ambassade d'URSS, mais presque. L'atmosphère de « qui vive » s'explique aisément. En 1981, une puissante bombe a détruit les locaux de la section tchécoslovaque, blessant huit personnes. L'an dernier, plusieurs diplomates roumains, soupçonnés de préparer un attentat contre Free Europe, ont été expulsés de RFA.

C'est également ici que les services polonais et tchécoslovaques ont infiltré des « agents », soldats envoyés en mission dans le camp retranché de l'ennemi idéologique, en 1982, le nouveau directeur de la section polonaise, M. Zdzislaw Najder, a été condamné à mort par contumace par le régime du général Jaruzelski. Tous les membres du personnel doivent s'engager à ne pas se rendre dans leur pays d'origine, où ils risqueraient une arrestation ou le pire.

Pour les ressortissants du monde communiste, signer un contrat avec Free Europe, c'est signer avec le diable ; peu après sa nomination, en 1982, le nouveau directeur de la section polonaise, M. Zdzislaw Najder, a été condamné à mort par contumace par le régime du général Jaruzelski. Tous les membres du personnel doivent s'engager à ne pas se rendre dans leur pays d'origine, où ils risqueraient une arrestation ou le pire. Il s'y passe toujours quelque chose, et c'est aussi, avec vingt heures d'émissions par jour, de loin la station « est-européenne » la plus importante.

Un autre membre de la rédaction polonaise est invité à rendre compte de sa récolte rencontrée avec le pape, qu'il a accompagné en Amérique latine. Le journaliste rapporte une révélation que lui a faite, en privé, Jean-Paul II (nous ne la répéterons pas...), et George Urban fait remarquer que le pape, décidément, évolue sensiblement « vers la gauche ».

Un à un les autres chefs de service prennent la parole, dans un anglais plus ou moins chargé des divers accents d'Europe centrale. Sans oublier les trois « nouveaux », le Lituanien, le Letton et l'Estonien qui, pour leur plus grand bonheur, ont quitté tout récemment le monde « soviétique » de Radio-Liberty pour réintégrer, ici ou là, cette Europe dont l'annexion de 1940 les a séparés.

Tous ne sont pas dans la même situation. Les émissions en roumain et en hongrois ont, certes, un immense privilège : elles ne sont pas brouillées, vraisemblablement parce que cela coûterait trop cher à M. Ceausescu, et parce que M. Kadar s'estime en mesure de relever le défi.

De fait, la radio de Budapest est reconnue pour être, de tous les médias hongrois, le plus efficace et le plus « audacieux ». Sa « censure » de Munich y est strictement appliquée, et c'est pourquoi, pour beaucoup, cela n'empêche pas l'audience de Free Europe d'avoir largement progressé depuis dix ans, pour atteindre presque 60 % de la population. Un beau succès pour une radio qui a longtemps traité comme un bouc les accusations d'irresponsabilité formulées au moment de l'insurrection de 1956. (Depuis cette date, toutes les stations de Munich sont strictement tenues de s'abstenir de donner des conseils à leur auditoire.)

Ne pas être soumis au brouillage n'autrisme un style beaucoup plus raffiné, plus ouvert. Et il est probable que le ton un peu lourd, répétitif, le martèlement d'informations ou de commentaires un peu trop uniformément négatifs, que l'on reproche souvent aux autres rédactions, s'explique largement par le désir d'être efficace, d'offrir en priorité à l'auditeur le fruit défendu, qu'il cherche à travers la jungle des fréquences et le vacarme strident des brouilleurs.

Les diverses sections sont largement responsables de leurs propres programmes, et ne doivent en principe consulter la direction américaine que si certains commentaires risquent de nuire à la politique étrangère de Washington. Dans la grande majorité des cas, il n'y a pas de contrôle préalable. (Ainsi, le département d'Etat a récemment présenté « des excuses » au gouvernement de Varsovie à la suite de la diffusion d'un texte paru dans une publication humoristique et élandestine polonaise, et qui risquait un rapprochement un peu scabreux entre le style oratoire du général Jaruzelski et celui de Hitler.)

Seul le bulletin d'informations, long d'une dizaine de minutes, est à l'émigration contre le comportement jugé trop mou du primat, Mgr Glemp. Selon lui, entrer dans ce jeu serait suicidaire : « le pouvoir ne rêve que de ça ». Autre reproche, son insistance à vouloir engager, à des postes de responsabilité, d'anciennes vedettes de la presse polonaise, pas seulement en raison du lustre qu'ils apporteraient à la station, mais en raison de leurs incontestables qualités professionnelles.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Seul le bulletin d'informations, long d'une dizaine de minutes, est à l'émigration contre le comportement jugé trop mou du primat, Mgr Glemp. Selon lui, entrer dans ce jeu serait suicidaire : « le pouvoir ne rêve que de ça ». Autre reproche, son insistance à vouloir engager, à des postes de responsabilité, d'anciennes vedettes de la presse polonaise, pas seulement en raison du lustre qu'ils apporteraient à la station, mais en raison de leurs incontestables qualités professionnelles.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Seul le bulletin d'informations, long d'une dizaine de minutes, est à l'émigration contre le comportement jugé trop mou du primat, Mgr Glemp. Selon lui, entrer dans ce jeu serait suicidaire : « le pouvoir ne rêve que de ça ». Autre reproche, son insistance à vouloir engager, à des postes de responsabilité, d'anciennes vedettes de la presse polonaise, pas seulement en raison du lustre qu'ils apporteraient à la station, mais en raison de leurs incontestables qualités professionnelles.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine, le recrutement d'anciens membres du parti est d'ailleurs devenu presque impossible.

Cela fait forcément des jaloux qui ne manquent pas de rappeler que ces « stars » étaient, par la nature des choses, « compromises », puisqu'elles travaillaient pour la presse du régime. Avec la nouvelle direction américaine



صكرا من الامل

# France

## LA SITUATION EN NOUVELLE-CALÉDONIE

### M. Fabius confirme les mesures d'interdiction de séjour prises contre des dirigeants du Front calédonien

M. Laurent Fabius a opposé une fin de non-recevoir à la demande du député RPR de la Nouvelle-Calédonie, M. Jacques Lafleur, et du maire de Nouméa, M. Roger Laroque, qui lui avaient demandé de suspendre l'exécution des mesures d'interdiction de séjour prises par M. Edgard Pisani à l'encontre des quatre principaux dirigeants du Front calédonien (extrême droite) et du président de la section locale de l'Union nationale des parachutistes.

Dès réception du message adressé au premier ministre par le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), l'hôtel Matignon faisait savoir, vers 22 heures, qu'il n'était pas question de revenir sur la décision d'expulsion du territoire MM. Claude Sarrau, président du Front calédonien, Michel Resillard, Alain Dagostini, vice-présidents, l'épouse de ce dernier, et M. Emile Leharq. « M. Fabius réaffirme que la loi et l'Etat doivent être scrupuleusement respectés en Nouvelle-Calédonie », soulignait-on dans l'entourage du chef du gouvernement.

L'hôtel Matignon ajoutait qu'une rencontre entre le premier ministre et le député RPR serait sans objet si elle devait être limitée à la demande formulée par M. Lafleur. M. Fabius ne recevra donc pas M. Lafleur « sans délai », comme celui-ci le souhaitait, et qui n'exclut pas qu'un entretien ait lieu ultérieurement à propos de la situation générale dans le territoire.

### Des militants du FLNKS empêchent M. Ukeiwé de se rendre dans son île natale

De notre correspondant

Nouméa. — Le président du gouvernement territorial de Nouvelle-Calédonie, M. Dick Ukeiwé, sénateur RPR, a essuyé, ce samedi 23 février, un empêchement. Alors qu'il avait souhaité se rendre en visite officielle à Lifou, l'île de l'archipel des Loyautés dont il est originaire, l'avion qui le transportait et les deux autres appareils de sa suite ont été empêchés d'atterrir par des manifestants du Front de libération nationale kanake et socialiste (FLNKS).

Vers 6 heures, les trois avions affrétés par le gouvernement territorial, avec à leur bord M. Ukeiwé, le ministre de la santé, M. Pierre Maresca et celui de l'enseignement, M. Wema Delia, le directeur du cabinet du président, M. Yves Fromion, ainsi que plusieurs fonctionnaires du gouvernement, de l'Assemblée territoriale et quelques journalistes, avaient décollé en direction de Lifou. A bord du Twin Otter présidentiel, M. Ukeiwé était décon-

traint. Il lisait tranquillement son journal pendant que M. Fromion lui relisait le discours qu'il devait prononcer devant les autorités coutumières de l'île. Le président du gouvernement était de bonne humeur car, pour la première fois depuis les élections du 8 novembre, il pouvait retourner dans son île natale. Mais après une demi-heure de vol, on apprit la présence à l'aéroport de militants du FLNKS et du PALIKA (Parti de libération kanake), au nombre de cent cinquante environ couchés sur la piste sous le regard d'une quinzaine de gendarmes mobiles impuissants à empêcher cette manifestation (1).

## QUARANTE MOIS APRÈS L'ASSASSINAT DE PIERRE DECLERQ

### Maguitte, ou le « Caillou » au cœur

Le calme de Maguitte Declercq ne doit pas faire illusion : la Grande Terre, le « Caillou », comme on dit, est pour elle aussi une passion, la casse-tête politique des hommes de bonne volonté et des autres, un casse-cœur.

Des actions, des agissements, il y en a. La séquestration d'un sous-préfet braque un moment les feux de l'actualité sur les îles. Maguitte Declercq a vu tout cela comme une observation compréhensive, pas comme une manifestation engagée. Elle n'a renoncé à rien. Non. « Mais nous ne devons plus parler ou agir au nom des Canaques choies qui l'ont tué », elle a dit.

Un « on » sans nom mais multiforme, omniprésent, haineux qui interpellait, par feuille locale interposée, le « secrétaire général de l'UC : « si y a tant d'armes en Nouvelle-Calédonie, comment se fait-il que Pierre Declercq soit encore en vie ? »

Le 19 septembre 1981, « on » donnait la réponse : la mort. Qui est « on » ? La justice ne l'a pas encore dit. Une lente instruction inachevée, un voile de bavardage sans poids et une chape de silence éloquentes, des pistes embrouillées dans l'opacité milieu calédonien, trois inculpés (1) : voilà pour la longue chronologie judiciaire de l'affaire.

Raison de partir, raison de rester : Maguitte Declercq veut croire que la justice peut arriver à faire la lumière. Elle ne cesse de réclamer depuis quarante mois, avec la « comité Pierre Declercq », né de ce drame, le procès.

Ce sera la retour d'Étiennette. La veuve de Pierre Declercq a pris un poste à Robinson, quartier du Mont-Dore dans la banlieue de Nouméa. Là où rode le « on » toujours hostile et parfois meurtrier. Elle le sait.

Le respect canaque

Après la mort de son mari, Maguitte Declercq quitta Nouméa pour les îles Lifou. Trois années passées sous la protection du « respect » canaque. C'est elle qui souligne la mort, qui n'est pas vain dans la bouche

des Mélanésiens. « Vous serez ici en paix », lui avait-on assuré. Et ce fut vraiment le cas.

« Trois années à observer le lent mûrissement de la volonté canaque : « Avant le 18 novembre, on ne voyait que quelques leaders et une majorité silencieuse indépendante. Après, j'ai vu tout un peuple prêt à agir. »

Des actions, des agissements, il y en a. La séquestration d'un sous-préfet braque un moment les feux de l'actualité sur les îles. Maguitte Declercq a vu tout cela comme une observation compréhensive, pas comme une manifestation engagée. Elle n'a renoncé à rien. Non. « Mais nous ne devons plus parler ou agir au nom des Canaques choies qui l'ont tué », elle a dit.

Le président du gouvernement se déclarait convaincu qu'il ne s'agit en aucun cas d'un problème d'ordre coutumier mais bel et bien d'un conflit purement politique.

C'est le grand chef Henri Boulas, chef du district de Lœsi et supé-

rieur hiérarchique de M. Ukeiwé dans l'organisation coutumière locale, qui avait fait savoir, la veille, qu'il refuserait de recevoir M. Ukeiwé - qui, par ses déclarations et ses positions anticonstitutionnelles, n'a jamais cessé de semer la discorde au sein de la communauté coutumière canaque en général et de celle de Lifou en particulier.

M. Ukeiwé a adressé à M. Pisani une « très vive protestation contre cette entrave inacceptable à la liberté de circulation et à l'exercice de leur mandat par les élus du peuple calédonien ». Le président du gouvernement a demandé des sanctions « exemplaires et immédiates » contre les manifestants.

M. Pisani lui a répondu qu'il avait « scrupule à intervenir en matière coutumière ». Le délégué du gouvernement a ajouté que par deux fois, dans la journée, il avait proposé, par téléphone et par télégramme, à M. Ukeiwé de discuter avec lui les modalités de ce déplacement à Lifou, mais qu'il n'avait tout d'abord pas obtenu de réponse, puisqu'il s'était vu opposer un refus.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

(1) Dans la nuit de vendredi à samedi, une patrouille motorisée de gendarmes mobiles a été attaquée à coups de pierres par un groupe de militants indépendantistes. Le chauffeur de la jeep, atteint au visage, a eu la mâchoire brisée.

## L'OUVERTURE DE LA CAMPAGNE DES ÉLECTIONS CANTONALES

### Un scrutin local pour un enjeu national

La campagne officielle pour les élections cantonales des 10 et 17 mars s'est ouverte le samedi 23 février à 0 heure. Et fait cela fait bien longtemps qu'elle avait débuté, plus tôt d'ailleurs dans les bureaux des notables provinciaux que dans les états-majors parisiens des partis.

Si en ville les électeurs ne connaissent guère leur conseiller général, il en va tout autrement dans les campagnes où l' élu du canton est bico souvent le fédérateur des petites communes rurales. C'est lui qui a la responsabilité - ou est rendu responsable - des équipements importants, de l'entretien des routes, de la construction des collèges. Il est bien fin le temps où le conseiller général ne faisait que presider les banquets et les cérémonies patriotiques. La décentralisation mise en route par la gauche a accéléré l'évolution. Les conseillers généraux sont maintenant les hommes qui gèrent réellement leur département.

Premières élections cantonales depuis la mise en application de la réforme Defferre qui a transféré le pouvoir local du préfet au président du conseil général, les votes des 10 et 17 mars seront aussi l'occasion pour les électeurs de sanctionner (dans l'un ou l'autre sens) la gestion de leur département par le président de l'assemblée départementale, devenu ce quelque sorte le maire du département.

Test pour le Front national

Les élections européennes ont confirmé la chute de l'influence de la gauche. Dans deux semaines, les socialistes pourront voir si le « frein » que semblent traduire actuellement les sondages, s'exprime dans les votes. Les communistes pourront mesurer pour la première fois l'impact électoral de leur nouvelle stratégie d'opposition au gouvernement. Le deuxième tour permettra de mesurer la qualité des rapports entre les deux anciens alliés.

Disposer d'un siège à l'assemblée départementale est donc plus que jamais obligatoire pour le maire qui souhaite assurer son assise locale ou se préparer à briger un mandat national. Si dans certains cas les élections cantonales de cette année constituent la troisième manche des municipales de 1983, elles sont aussi, bien souvent, la préparation des législatives de 1986.

A droite, l'enjeu est tout aussi important. D'abord, l'opposition espère confirmer que plus de la moitié des Français lui font dorénavant confiance. Ensuite, ces élections vont aussi permettre de juger de l'audace du RPR et de celle de l'UDF. Celle-ci, allié aux divers modérés, est traditionnellement plus implantée que les néo-gaullistes chez les élus locaux (le RPR ne détient que 18 présidences, dont Paris, sur les 60 de l'opposition). Aussi, le mouvement de M. Chirac voudrait bien pouvoir traduire l'avantage qui lui accorderont les sondages. D'où la difficulté pour l'opposition parlementaire d'aborder partout à des candidatures uniques. Il devrait y avoir des primaires dans la plupart des cantons.

Enjeu local donc, mais aussi national. Concernant près de deux mille cantons (dans tous les départements métropolitains sauf Paris, les départements d'outre-mer, sauf Saint-Pierre-et-Miquelon, plus la collectivité territoriale de Mayotte), ce sont peu ou prou la moitié des électeurs français qui seront appelés à se prononcer. Un sondage grandeur nature.

Le Front national, surtout, affronte pour la première fois depuis son succès des européennes, un scrutin local, où la personnalité de chaque candidat a une importance cruciale. Il s'agit de gagner sur le terrain, dans les quelque 1 500 cantons où il présente un militant, son influence réelle, alors que l'année dernière les électeurs savaient que leur choix n'aurait guère de conséquences sur la gestion des affaires du pays.

La gauche ne peut oublier que les précédentes cantonales, en mars 1982, avaient marqué la fin de l'état de grâce. Le PS avait réussi à recueillir 29,89 % des suffrages exprimés, mais l'effet du scrutin majoritaire lui avait fait perdre deux présidences de conseils généraux. Les radicaux de gauche en avaient abandonné quatre, alors que le PC gardait les trois siennes (mais

Les responsables politiques attendent donc, avec une certaine fièvre, la photographie de l'opinion des Français que donneront les élections cantonales. C'est bien pour cela que le gouvernement a préféré la connaître avant de mettre au point la réforme du mode de désignation des députés qu'il prépare.

## UN ENCARTE DU RPR DANS PARIS-MATCH

Le numéro daté du 1<sup>er</sup> mars de l'hebdomadaire Paris-Match comporte un encart de huit pages intitulé « Le RPR vous parle de la Nouvelle-Calédonie ».

On indique au RPR que cette initiative fait suite à une décision de M. Jacques Chirac prise lors du séjour en France pour une campagne d'explications, de M. Dick Ukeiwé, sénateur et président du gouvernement territorial de Nouvelle-Calédonie. Le RPR affirme encore avoir voulu lutter contre la « désinformation » entretenue autour de la situation en Nouvelle-Calédonie, telle que l'analyse le mouvement de M. Chirac.

L'encart publié par Paris-Match comprend six petites pages illustrées de photographies prises par l'équipe de communication du RPR, qui dirige M. Elie Crespy. La Nouvelle-Calédonie y est successivement présentée comme « une île française du Pacifique » qui est aussi « une base stratégique ou un immense porte-avions » et qui recèle « un potentiel exceptionnel ».

A la « solution d'avenir proposée par le RPR », l'encart de Paris-Match, qui ne sera diffusé qu'une fois et dans ce seul hebdomadaire, oppose les « garanties illusoires » qui seraient offertes en cas d'indépendance et réaffirme le « droit de choisir » des Néo-Calédoniens.

Inséré dans les 900 000 exemplaires de Paris-Match diffusés en France, cet encart, dont le coût de fabrication n'est pas connu, a coûté pour sa seule diffusion un peu plus de 575 000 francs.

M. K.

## Après les incidents de Thio

### « LE CAPITAINE SAFFREY A MANQUÉ DE DISCRERNEMENT » estime M. Pisani

M. Edgard Pisani a commenté, samedi 23 février, à Nouméa, le rappel en métropole du capitaine de gendarmerie Jean-Yves Saffrey, tenu pour responsable des incidents survenus à Thio le dimanche 17 février. Le délégué du gouvernement a notamment déclaré : « A aucun moment l'ensemble des forces de gendarmerie engagées dans l'opération n'ont été mises en cause. Elles ont accompli de façon tout à fait satisfaisante une tâche difficile. Le rapport que j'ai demandé à la gendarmerie sur le déroulement de cette journée fait apparaître que des personnes (...) avaient pu se rendre à Thio, avaient provoqué une réaction de crainte de la part des tribus situées sur le parcours, et avaient ainsi provoqué des troubles intolérables. Considérant que l'officier commandant le détachement de Nasirah (où avaient eu lieu les négociations) n'avait fait preuve ni d'assez de méfiance ni d'assez de discernement, j'ai demandé à sa hiérarchie d'apprécier la suite qu'il convenait de réserver à cette affaire. Elle a décidé de procéder au rappel anticipé de l'officier. »

Libez

St Mandé

PHILATELISTES

10 rue de la République

## Propos et débats

### M. Le Pen (FN) : bol de crapauds

Les accusations portées contre M. Jean-Marie Le Pen constituent « le bol quotidien de crapauds servi par la gauche ». Le président du Front national l'a dit et répété, vendredi 22 février, au cours de réunions publiques tenues successivement à Saint-Tropez et à Nice.

### M. Fiterman (PCF) : ni résignés ni repliés

C nous ne sommes, au Parti communiste, ni résignés ni repliés », a déclaré, vendredi 22 février, à Roanne (Loire), M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du comité central du PCF. « Que ceux qui s'imaginent que nous allons disparaître de la surface perdent leurs illusions. L'ancien ministre est revenu sur le départ des communistes du gouvernement : « Nos efforts n'ont pas porté leurs fruits, faute d'une volonté politique claire. Nous avons eu, au vingt-cinquième congrès, la lucidité de dire que nous n'avons pas choisi la bonne voie en tardant trop à proposer un projet de société qui rompe avec le système capitaliste actuel. »

### M. Jospin (PS) : la durée

« La gauche est en train de se réconcilier avec la durée », a estimé vendredi 22 février à Caen (Calvados) M. Lionel Jospin. « Si nous remportons la victoire en 1986, c'en sera fini de la malédiction de la gauche française, qui tombait sur les questions économiques et financières et laissait le pouvoir à la droite », a conclu le premier secrétaire du Parti socialiste devant quelque cinq cents personnes réunies dans la salle des Congrès de Caen. Un peu plus tard, à Saint-Lô (Manche), M. Jospin a estimé : « Il faut changer l'état d'esprit de l'opinion, nous pouvons commencer à le faire à l'occasion de ces élections cantonales. »

### M. Rossinot (radical) : réunification... plus tard

La réunification des radicaux est « souhaitable après les législatives de 1986 », a estimé, vendredi 22 février, à Toulouse, M. André Rossinot, président du Parti radical : « La famille radicale est séparée sur des choix et des alliances. Nous ne demandons à personne de se renier mais de réfléchir. Les radicaux devraient se réunifier au moment de l'élection présidentielle, qui déterminera une nouvelle majorité pour la France. » Mais dans l'immédiat, le Parti radical entend rester fidèle à ses alliances. M. Rossinot a, d'autre part, condamné une nouvelle fois « sans ambiguïté, au niveau national comme au niveau local » les alliances électorales avec le Front national.



# Étranger

## NORVEGE

### Un espion au-dessus de tout soupçon

Jeune et brillant diplomate, chef du service de presse du ministère des affaires étrangères, Arne Treholt avait, semble-t-il, d'autres employeurs, dont la KGB. Une affaire qui passionne, mais divise les Norvégiens.

De notre correspondant

Oslø. - Vendredi 20 janvier 1984, à l'aéroport d'Oslø-Fornebu : deux policiers en civil interpellent discrètement un homme de quarante et un ans qui vient d'enregistrer ses bagages pour Vienne, et le prient de les suivre à l'hôtel de police de la capitale. Le lendemain, un communiqué laconique annonce que Arne Treholt, chef du service de presse et d'information du ministère norvégien des affaires étrangères, soupçonné d'espionnage en faveur de l'Union soviétique, a été écroué et qu'il a fait certains aveux.

Dans son attaché-case, on récupère des documents confidentiels ayant trait notamment à la visite toute récente du secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, et à ses entretiens avec son homologue norvégien, M. Sverre Strøm. Des informations que Arne Treholt devait transmettre à des agents du KGB à Vienne, alors que sa femme le croyait en mission à Paris. C'est ce qu'il lui avait dit. Là commence une affaire qui, depuis un an, occupe les médias norvégiens, et fait les gros titres de la presse à sensation.

Jeune, dynamique, sportif

Ce n'est pourtant pas la première fois que la police locale met la main sur un espion. Depuis la seconde guerre mondiale en effet, les Soviétiques ont fait preuve d'un intérêt marquant pour les pays scandinaves et une trentaine de citoyens norvégiens ont été condamnés pour espionnage.

L'affaire passionne l'opinion - et la divise aussi - parce que Arne Treholt était le contraire du fonctionnaire anonyme. Souriant, agréable, plutôt beau garçon, toujours bien habillé, fréquentant volontiers les journalistes et les endroits à la mode, ami de Melina

Mercouri, il soignait son image de diplomate jeune, dynamique et sportif, pratiquant régulièrement le jogging et participant même au marathon de New-York. Avec son épouse, Kari Storerke, animatrice à la télévision, connue du grand public, et leur petit garçon de six ans, Thorstein, ils formaient le parfait couple moderne, exemple de réussite. On ignore encore les véritables raisons qui l'ont poussé à trahir. Peut-être des dettes de jeu ou le goût du risque. Il serait père d'une fille de dix-huit ans en Tchécoslovaquie, mais les enquêteurs n'ont pas retrouvé sa trace.

Fils d'un ancien ministre travailliste de l'agriculture, Arne Treholt ne cachait pas ses idées de gauche. Dans les années 60, il militait dans les jeunesses du parti de son père et la Fédération d'éducation populaire avant d'entrer au journal social-démocrate *Arbeiderbladet* où il multiplie les articles contre l'OTAN, contre l'adhésion de la Norvège au Marché commun et la junte militaire grecque.

Après un court passage à l'institut de politique étrangère d'Oslø, il devient membre de la délégation norvégienne chargée, en 1972, de négocier un traité de libre-échange avec la CEE et, l'année suivante, M. Jens Evensen, le ministre du commerce, en fait son secrétaire particulier puis son secrétaire d'Etat, jusqu'en 1979, pour les questions relatives au droit de la mer. A ce titre, il jouera un rôle de premier plan dans les délicats pourparlers avec l'URSS sur le partage de la mer de Barents et la délimitation des eaux de pêche. Ces discussions avaient abouti, à Moscou en 1977, à un accord provisoire sur la zone « grise » que l'opposition de droite d'alors, surprise de l'ampleur des concessions faites par la Norvège, avait critiqué. On se demandait aujourd'hui si Arne Treholt, qui affirmait que « le maximum avait été fait », ne figurait pas des deux côtés de la table de négociations.

On le retrouve ensuite à New-York, comme conseiller de la mission permanente norvégienne à l'ONU. De 1979 à 1982, la Norvège siège au Conseil de sécurité. De retour à Oslø, il est admis à suivre le stage de huit mois de l'Ecole supérieure de la défense nationale, réservé à des hauts fonctionnaires soigneusement triés sur le volet. Au début de ce cours, les participants doivent prêter serment et s'engager à ne rien dévoiler des informations confidentielles qui leur sont communiquées.

Enfin, en décembre 1983, Arne Treholt est nommé chef du service de presse du ministère des affaires étrangères, nouvelle étape d'une carrière fulgurante qui, précédant alors certains travailleurs, devait le conduire tôt ou tard au poste de chef de la diplomatie d'un gouvernement de gauche. Son réseau de relations politiques, tant en Norvège qu'à l'étranger, était vaste et, dans l'opposition même, l'homme inspirait confiance. L'annonce de son arrestation fut donc un choc pour de nombreux Norvégiens.

Un « complot » du FBI et de la CIA

Beaucoup ne voulaient pas croire à sa trahison. Jusqu'à la publication, fin janvier 1984, de photos le montrant en promenade l'été précédent dans une rue de Vienne conversant paisiblement avec deux agents du KGB, Genadij Titov (numéro deux de l'ambassade d'URSS à Oslø jusqu'en 1977) et Alexander Lopatin.

Deux mois plus tard, le procureur du royaume révèle que Arne Treholt travaillait de surcroît pour les services irakiens, desquels il a reçu, entre 1981 et 1983, environ 50 000 dollars déposés sur un compte en Suisse. De nouvelles photographies sont publiées, le présentant, cette fois, avec Mohammed A. Radhi (ancien premier secrétaire de l'ambassade d'Irak à Paris), à la terrasse du Hilton d'Athènes.

Curieusement, certains Norvégiens, soutenus par quelques journaux, continuent à penser que les preuves données jusqu'ici des « diables énormes » de la sécurité de la Norvège par Treholt sont minces et que l'accusé, « condamné à l'avance », mérite certains égards.

Les soupçons qui pèsent sur l'espionnage, filé par le contre-espionnage norvégien et le FBI depuis son arrivée à New-York en 1979, sont pourtant lourds. Huit chefs d'inculpation ont été retenus contre lui : remise d'informations confidentielles, auxquelles ses fonctions lui donnaient accès, et d'autres renseignements obtenus par des moyens illégaux, aux services soviétiques du KGB entre 1974 et 1983, et irakiens de 1981 à 1983, violation du secret professionnel civil et militaire lors de son stage à l'Ecole supérieure de la défense nationale, collecte illicite d'informations, acceptation d'une subordination pour les services rendus, etc.

Il encourt une peine de vingt ans de prison au total pour infractions aux lois civiles et militaires. Mais le principal intéressé ne se sent nullement abattu. Au secret pendant près de neuf mois, il est tout de même parvenu à faire sortir clandestinement de prison des lettres adressées à un « ami » et à son épouse. Celle-ci en a d'ailleurs publié des extraits deux semaines avant l'ouverture du procès dans un livre intitulé *Bon Voyage à Paris*. L'ouvrage, qui fait un beau succès de librairie, décrit, d'une façon médiocrement et larmoyante, la détresse d'une femme qui ne se doutait de rien et qui, un beau jour, apprend que son mari est un espion d'envergure et doit révéler la vérité à son fils.

Ses lettres indiquent toutefois comment Arne Treholt entend articuler sa défense. Il se présente comme la « victime d'intrigues politiques » et estime tout bonnement que l'affaire n'a absolument pas la dimension qui lui a été donnée par le procureur, les enquêteurs et la presse. Il n'est pas le « grand espion » dont on parle, il n'a en aucune façon porté préjudice aux intérêts nationaux de la sécurité norvégienne.

Ses contacts avec le général du KGB, Genadij Titov, à Vienne, Helsinki ou Paris ? « Ils étaient, dit-il, de caractère purement privé, nous parlions de nos familles respectives et de la santé de nos femmes, atteinte d'un cancer, qui le préoccupait beaucoup ». Il admet avoir reçu de l'argent des Soviétiques, « mais ces sommes concernaient seulement les frais de séjour et de déplacement ». Il reconnaît avoir fourni des informations à des agents du KGB mais assure que, en contrepartie, il en obtenait autant sur la situation au Proche-Orient ou dans les Etats du golfe Persique. Il précise que les documents qu'il remettait figuraient peu après dans le *New York Times*.

« Les Soviétiques », dit-il, ont la manie des papiers et des dossiers. « Les documents confidentiels saisis à son domicile ? « Le voyage deux cents jours par an et ne trouve jamais le temps de mettre de l'ordre. J'avoue que c'est une maladresse et une imprudence de ma part. »

Somme toute, il rejette les accusations d'espionnage qualifié et désire apparaître comme un homme politique « différent », employant des moyens non orthodoxes dans son action et dont les contacts avec le KGB étaient « intéressants » pour la Norvège.

Ses rapports avec les services de renseignement irakiens et les 50 000 dollars en Suisse ? « J'étais bête des dossiers à leur intention et leur servais en quelque sorte de



FRANCHINI

consultant. Ce travail était rémunéré mais j'ai commis la bêtise de ne pas prévenir mes supérieurs. Enfin, dans une autre lettre, Arne Treholt dénonce les méthodes « dignes d'un Etat policier » employées par les enquêteurs au cours des interrogatoires quotidiens auxquels il a été soumis et leur « désespoir » de ne pas pouvoir le forcer à passer aux aveux complets. « Toute cette affaire, écrit-il, est un complot ourdi contre moi par le FBI et la CIA. »

Il affirme que les Américains veulent depuis longtemps sa tête parce qu'il avait mis en lumière, dans les années 70, le rôle actif joué par la CIA dans le putsch des colonels, à Athènes en 1967. L'argumentation est peut-être habile mais peu crédible. En tout cas, elle contribue à entretenir le doute au sein d'une partie de l'opinion norvégienne, avant l'ouverture, le lundi 25 février, d'un procès qui durera environ cinq semaines.

ALAIN DEBOVE

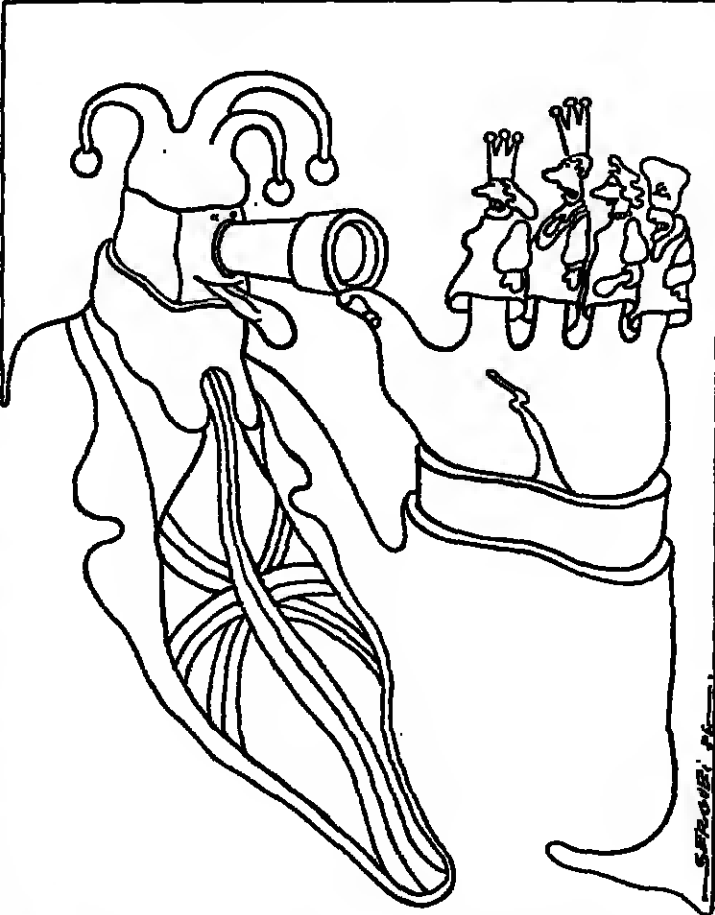
## GRANDE-BRETAGNE

### « Spitting Image », le guignol de l'an 2000

De notre correspondant

Birmingham. - Derrière les décors, gisent dans un désordre anachronique le prince Charles, Adolf Hitler, Ronald Reagan et la reine Victoria. On pourrait se croire dans la réserve de « Madame Tussaud ». Mais les mannequins de ce musée Grévin anglais d'un nouveau genre s'animent soudain. Perdant toute dignité, l'empereur des Indes nous gratifie d'un clin d'œil coquin en se dirigeant vers les caméras. Pour la prochaine prise de vues, elle va succéder - si l'on peut dire - à Michael Gorbachev et Constantin Tebermenko, qui, eux, en terminent avec leur numéro, le dernier nommé achevant par la même occasion un règne très bref dans une terrible quinte de toux. Comme les téléspectateurs britanniques n'ont pas manqué de le constater lors de son récent voyage à Londres, l'actuel numéro deux du Kremlin porte au front une tache de vin, mais le réalisme s'arrête là car cette marque congénitale prend ici la forme de la faucille et du marteau... Le ton est donné. Karl Marx doit se retourner dans sa tombe londonienne. L'humour anglais en ces lieux est victime d'une telle « aliénation » qu'il se donne souvent l'efficacité ravageuse d'un rouleau compresseur soviétique.

Nous sommes sur le plateau de « Spitting Image », l'une des émissions les plus controversées de l'histoire de la télévision britannique. Si la critique est unanime dans un sens positif, ce n'est que pour louer la qualité du générique, un morceau d'anthologie. Il est composé de séquences d'actualité, et les grands de ce monde qui y apparaissent à un rythme endiablé se trouvent, par la magie d'un subtil trucage, transformés en véritables pantins reliés par des ficelles à une main anonyme et coupable... du pire. Ainsi a-t-on, par exemple, l'impression que la scène célèbre et authentique de la



SERQUEL

chute spectaculaire du leader de l'opposition britannique, M. Neil Kinnock, est le résultat d'une irrésistible manipulation (au moment de poser devant les objectifs, aussitôt après son élection à la tête du Labour en 1983, M. Kinnock avait roulé sur les galets de la plage de Brighton et failli être emporté par une vague qui n'avait rien à voir avec le « raz de marée » conservateur des législatures précédentes). A la fin de cette entrée en matière, le prince William, deuxième dans l'ordre

de succession au trône, nous remet la « double » clé du titre de l'émission. Toujours sous la commande illusoire de la main facétieuse, le noble bambin honore la caméra d'un rot laiteux aussi royal que réel. Voilà : « Spitting Image » se traduit en français presque littéralement par « portrait tout craché ».

Durant les vingt-cinq minutes qui suivent, tous les dimanches soirs, au gré des événements des jours précédents, les auteurs de ce programme donnent un très libre

cours à leur imagination iconoclaste. Se prenant au mot, ils ne se privent pas de cracher sur les principales personnalités du moment, c'est du moins l'opinion des détracteurs de cette réalisation.

Les vedettes défilent sous forme de marionnettes grandeur nature, dont le visage de latex est étonnamment expressif (les inventeurs gardent jalousement leur secret de fabrication). Ce sont des caricatures grossières mais pour la plupart d'une ressemblance étonnante de fausse vérité qui est soulignée par des mini-fidèles répondant au ne peut plus fidèlement aux doigts des manipulateurs. Ceux-ci, comme au guignol, portent le personnage à bout de bras, une main glissée à l'intérieur du masque pour actionner les leviers. Mais le procédé traditionnel a été si perfectionné qu'il faut parfois être quatre pour une seule marionnette, trois assistants disposant d'un jeu de câbles flexibles et de pompes pour assurer le mouvement des deux bras, des yeux ou des sourcils.

Les oreilles du prince Charles

Même les oreilles du prince Charles - il les a fort décollées - sont mobiles. Pour juger de l'effet produit, les acteurs doivent constamment se référer à un écran de contrôle posé à leurs pieds. Travail acrobatique et troublant car l'image qu'ils perçoivent de leurs gestes est évidemment inversée : « Au début, il y a vraiment de quoi devenir gaucher ou dyslexique », confie l'un d'eux.

« Spitting Image », c'est le guignol de l'an 2000. Pour la technique, le « Muppet Show » est largement dépassé. Et plusieurs télévisions étrangères veulent s'inspirer de ce nouveau modèle (n'est-ce pas, M. Collaro ?). Bien sûr, une pareille production coûte cher, un peu : 200 000 livres les vingt-cinq minutes (environ 2,2 millions de francs). Central TV, l'une des compagnies

commerciales diffusant sur les trois chaînes de télévision indépendantes, concurrentes de la BBC, a failli arrêter les frais au terme de la première série de l'émission, qui célèbre maintenant son premier anniversaire. Une nouvelle série vient de reprendre, mais le producteur, M. John Lloyd, qui, la trentaine passée, a conservé des airs de Grand Duda, reconnaît que la principale raison de ce deuxième feu vert est un peu décevante pour son équipe : « Nos commanditaires, dit-il, ont en fin de compte jugé que, vu l'importance de leur investissement initial, il était préférable de continuer l'aventure, par souci de rentabilité, mais sans enthousiasme ».

Les dirigeants de Central TV ont à l'instar d'une grande partie des commentateurs de la presse, mis en doute le rapport qualité-prix de l'émission et ont souligné plus précisément que le raffinement des techniques employées était sans commune mesure avec le nouveau groupe des scénarios mis au point par le brain-trust de « Spitting Image ». Bien que la critique dans son ensemble soit aujourd'hui mieux disposée, le *Guardian* continue de tenir ce même raisonnement, et la semaine dernière encore dénonçait sévèrement le fait que « Spitting Image » ne soit qu'un coûteux *Punch and Judy*, (le guignol anglais) pour adultes. Mais John Lloyd, qui semble pourtant avoir le profil d'un lecteur du *Guardian*, résume cette remarque d'« intellectuel ». Il la juge « typiquement méprisante » à l'égard des quelque dix millions de téléspectateurs qui désormais regardent régulièrement l'émission - un chiffre qui la place dans le peloton de tête des grands succès des quatre chaînes de la télévision britannique et qui a réconforté les dirigeants de Central TV.

Les réalisateurs de « Spitting Image » se complaisent dans l'irrévérence grossière. Les réunions de cabinet sont transformées en bouffonneries insupportables, et les quatre chaînes de la BBC, à l'instar de la télévision indépendante, ont été obligées de limiter la diffusion de l'émission. Le prince Philip est sénile, Charles est stupide et, comble de tout, la reine est montrée comme une « mémé » grotesque et insupportable. Encore de nos jours les Anglais - ou nombre d'entre eux - n'apprécient guère le crime de lèse-majesté, d'autant qu'il n'est pas pendable : le souverain ne s'abaisse pas à traîner en justice ses sujets. « On nous reproche surtout, indique John Lloyd, de nous en prendre aux seules personnes du royaume qui ne peuvent se défendre directement. »

Toutefois, le Palais sait faire savoir son déplaisir. Exemple : le présentateur a dû, sur des conseils avisés, supprimer au dernier moment un sketch attaquant la famille royale parce que le lendemain le prince Philip venait inaugurer les nouveaux studios de Central TV à Birmingham.

Mais John Lloyd note que, cette année, les occupants de Buckingham semblent avoir pris leur part de l'imperméabilité - presque - débarrassés des bouffons de « Spitting Image » qui viennent d'inventer un feuillet où le prince William, deux ans et demi, projette d'assassiner son cadet Harry, le dernier-né.

FRANCIS CORNU







# Société

## A LA COUR D'ASSISES DU VAL-DE-MARNE

### Deux rescapés de l'attentat d'Orly ont eu l'impression d'avoir vu, le 15 juillet 1983, deux des accusés à l'aéroport

Il n'y a toujours, dans un procès important, des moments où l'attention est portée à son comble et où chaque mot, proferé doit être retenu sans approximation. Ce moment est venu, vendredi 22 février, aux assises du Val-de-Marne lorsque, en fin de journée, après de longues heures de révisions, vint d'être débattue la culpabilité de deux des accusés de l'attentat d'Orly, le 15 juillet 1983, ils avaient à dire ce qu'ils avaient vu et remarqué, quelques instants avant l'explosion de l'engin qui causa la mort de huit personnes et entraîna pour cinquante autres des blessures laissant de graves séquelles tant physiques que psychiques.

Sar ces huit témoins, deux, M<sup>rs</sup> Christine Bodier, qui était chef d'essais chargé de l'enregistrement des passagers du vol de la Turkish Airlines, et M. Ergun Katagay, journaliste turc qui devait embarquer, n'ont fait savoir qu'ils avaient l'impression d'avoir vu ce jour-là à l'aéroport deux des accusés, Varoujan Garbidian et Souer Nayir.

Une impression seulement, car ni l'un ni l'autre n'ont voulu aller jusqu'à l'affirmation qu'ils, seuls, pourraient constituer un élément de preuve dans ce dossier meurtrier comme tant d'autres de présomptions.

Que dit d'abord M<sup>me</sup> Bodier ? Vers 14 h 10, elle enregistrerait les passagers du vol de la Turkish Airlines à destination d'Istanbul. C'est alors qu'elle vit l'explosion. Le souffle la projeta en l'air. Elle vit une partie des plafonds s'effondrer en

même temps qu'en lame de fond couleur de flamme se répandant dans le hall. Elle estime que cette flamme provenait d'un lieu qu'elle situe à deux ou trois mètres du comptoir où elle se trouvait. Pour elle, les effets furent de ce qu'ils furent pour la plupart des blessés : le corps criblé de multiples débris, des brûlures, un tympan crevé par le souffle.

C'est dans cet état de choc que devait lui être présenté, un peu plus tard, par la brigade criminelle, après les interpellations opérées le 18 juillet et après les aveux passés le lendemain par Garbidian et depuis rétractés, un album de cinquante-huit photographies. Deux devaient attirer son attention, celles qui représentaient Garbidian et Nayir. Elle déclarait exactement ceci : « Je ne reconnais parmi les photographies que vous me présentez, personne formellement. Cependant, les photos numéro 16 (Nayir) et 4 (Garbidian) retiennent mon attention. Je ne peux affirmer avoir vu les personnes qu'elles représentent, mais leurs visages me disent quelque chose. »

A l'audience où, pour la première fois, elle se trouvait en présence des deux hommes - elle avait jusqu'à présent été confrontée à eux - on lui demanda évidemment si elle pouvait en dire davantage. Elle a répondu : « Je mentrais en affirmant que je les ai bien vus le 15 juillet. Néanmoins, lorsque je suis arrivée à l'audience l'autre jour où je les voyais donc pour la première fois, j'ai éprouvé cette même impression de les avoir déjà aperçus. »

- A l'aéroport ou ailleurs ?  
- Sûrement pas ailleurs qu'à l'aéroport.

« C'était bien lui »

M. Ergun Katagay, qui lui aussi fut blessé et brûlé, a des souvenirs plus complets mais pas suffisants pour devenir définitif. Il se trouvait, lui, dans la file des passagers, attendant son tour pour l'enregistrement. Il a alors remarqué une personne portant une chemise blanche et qui se trouvait devant lui. Or cette personne, alors qu'il arrivait son tour de présenter son billet au comptoir, laissa soudain sur place sa valise et s'en fut brusquement au courant. C'était quelques instants avant l'explosion.

Pourriez-vous la reconnaître parmi les accusés ?  
- Oui, dit-il, désignant alors Souer Nayir et ce ajoutant : « Aujourd'hui il a grossi. Il n'avait alors pas de moustache. Mais c'était bien lui. »

- Vous êtes donc formel.  
- On ne peut l'être s'agissant de quelqu'un qu'on n'a pas revu depuis bientôt deux ans. Mais cette personne que j'ai vue avait bien la physique de Nayir.

Cependant, M. Katagay, à qui les policiers présentèrent aussi le 16 août 1983 l'album aux cinquante-huit photographies des personnes interpellées le 18 juillet précédent, avait dit très exactement ceci : « Je ne reconnaissais personne formellement »

parmi les photographies que vous me présentez. Toutefois, l'individu figurant sous la photo numéro 4, et que vous me dites se nommer Varoujan Garbidian, pourrait assez bien correspondre à l'homme en chemise blanche dont j'ai vu la photo, mais il ne pourrait pas de moustache. »

Alors, Nayir ou Garbidian ?  
M. Katagay, après avoir encore regardé les hommes du box, devait dire finalement : « Dans mon esprit, je pense pour Nayir. »

Voilà où l'on en est. Ce qui reste acquis, c'est que, en plus de M. Katagay, plusieurs autres rescapés ont été entendus, aussi d'un homme qui, le 15 juillet 1983, fut aperçu portant un bagage dont, il est vrai, la couleur varie selon les témoins, qu'il laisse sur un chariot d'aéroport, qu'il revint à un autre passager, selon les autres.

La défense, qui se prépare à charger la police de toutes les malintentions possibles et imaginables (Semerci a déjà fait savoir vendredi qu'il l'accusait d'avoir placé chez lui les bombes de dynamite qui furent trouvées), laisse déjà entendre que c'est uniquement en raison des premiers aveux de Garbidian, à l'époque où il racontait avoir porté l'engin à Orly et avoir confié le sac qui le contenait à un passager, que les enquêteurs s'employaient à obtenir alors des rescapés des dépositions propres à corroborer cette version des choses.

JEAN-MARC THEOLLEYRE.

## Les difficultés de l'Europe judiciaire

(Suite de la première page)

Mais à peine ébauché, ce projet était déjà menacé. M. Valéry Giscard d'Estaing, à qui revient l'initiative de cette alliance, ne l'envisageait pas, en effet, entre les Vingt et un, trop nombreux et trop dissimilaires, mais entre les pays membres de la Communauté européenne. M. Lecanet avait mal interprété les consignes de l'Elysée.

Un accord sera cependant scellé à Strasbourg le 27 janvier 1977 entre les Vingt et un, sous la forme d'une convention « pour la répression du terrorisme » avec laquelle la France prit aussitôt ses distances. C'est que ce texte, dont le ministre italien des affaires étrangères, M. Giulio Andreotti, a de nouveau vanté les avantages à M. Roland Dumas, le 12 février à Rome, suscitait déjà de sérieuses réserves en France, y compris dans la majorité d'alors. Il en suscite du reste aussi en Italie qui ne l'a pas ratifié.

Cette insistance de M. Andreotti n'a d'égale que l'invariabilité de la position française. Le

changement de majorité de mai 1981 n'y a rien modifié, et le dialogue de sourds continue, sans issue prévisible.

Qu'a donc de si périlleuse cette convention de Strasbourg voulue puis rejetée par la France, signée mais jamais ratifiée par elle ? D'abord, elle tire un trait sur le droit d'asile. Ensuite, elle porte atteinte à la souveraineté des Etats signataires et accroît les risques de représailles terroristes auxquelles ceux-ci s'exposent. L'atteinte au droit d'asile est manifeste. La convention, dénie d'avance toute justification politique à certains auteurs de crimes et délits. Cette négation entraîne leur extradition automatique. La liste des infractions visées est longue. Elle inclut les actes graves dirigés contre les biens lorsque ces actes créent, selon une formulation fort vague, « un danger collectif pour les personnes ».

Si le pays où un terroriste réel ou prétendu a trouvé refuge refuse de l'extrader, il est alors obligé de le juger. Ainsi, l'alternative laissée aux Etats signataires

n'est-elle guère encourageante : soit renoncer à leur tradition d'asile politique en extradant, soit prendre le risque de représailles de la part des groupes dont ils jugent les militants. Ce ne serait pas trop grave si la France était « exportatrice » de terroristes. Or elle est plutôt « importatrice » : séparatistes basques espagnols, « brigadistes » italiens, membres de la Fraction armée rouge nualement, etc.

Que veut Paris ?

L'atteinte au droit d'asile et ce risque de représailles ont été, depuis 1977, constamment rappelés par la France lors des rencontres des ministres de la justice européens. Aujourd'hui avec plus de force encore qu'avant le changement de majorité.

Le moins virulent, avant mai 1981, n'était pas M. Michel Debret, qui voyait, dans le mécanisme de l'extradition automatique, un abandon inadmissible de souveraineté. Le RPR reste, aujourd'hui, très critique à l'égard de la convention de Strasbourg. Un de ses représentants, M. Denis Baudouin, l'a répété le 14 février, lors d'un débat au Parlement européen, en demandant la révision de cet accord et non sa ratification.

Cela n'a pas empêché ledit Parlement de voter, le même jour, une résolution invitant « instantanément » les Dix à ratifier « sans réserve » cette convention. Mais les pays membres de la Communauté ne sont pas tous de ce genre. C'est pourquoi, à l'occasion de la convention de Strasbourg, un de ses représentants, M. Denis Baudouin, l'a répété le 14 février, lors d'un débat au Parlement européen, en demandant la révision de cet accord et non sa ratification.

La valse-hésitation de la France à la fin des années 70 a rendu ses partenaires circonspects. Que veut Paris ? A une certaine époque, M. Giscard d'Estaing mettait en avant un autre projet, celui d'un « espace judiciaire européen ». Accord de coopération pénale plus large que la lutte contre le terrorisme, ce projet entre les Neuf (Dix depuis) ne vit jamais le jour. Le 19 juin 1980, à Rome, lors d'une réunion ministérielle, ses collègues firent comprendre à M. Jean-Paul Mourrot, alors secrétaire d'Etat à la justice, que les suggestions de la France seraient mieux acceptées si elle savait ce qu'elle voulait.

L'héritage que doit aujourd'hui assurer M. Badinter, garde des sceaux, est donc lourd. Les partenaires de la France au sein du

Conseil de l'Europe ou de la Communauté ne sont pas tous opposés aux principes auxquels Paris se dit attaché : respect du droit d'asile, refus de l'alternative « extradition ou juger » (« aut dedere, aut judicare », disent les juristes). Mais, irrités par les revirements de la France depuis dix ans, ils boudent, aujourd'hui, les propositions de M. Badinter.

Celui-ci n'a ainsi suscité qu'un intérêt à peine poli, lorsque, le 25 octobre 1982, à Luxembourg, il a suggéré à ses collègues la création d'une cour pénale européenne chargée de juger, en cas de refus d'extradition, les auteurs d'attentats et, de manière plus générale, les malfaiteurs coupables de crimes internationaux. Aux yeux de la France, un tel tribunal international éviterait les pressions sur les Etats membres et leur épargnerait d'avoir à remettre en liberté, comme aujourd'hui, les militants politiques qu'ils refusent d'extrader.

L'autre idée chère à M. Badinter est celle d'une convention d'extradition commune aux Dix. Actuellement, la France n'est liée par des conventions de ce genre qu'avec quelques-uns de ses partenaires. Qui plus est, certains de ces accords sont devenus pratiquement inutilisables. Souvent cités, l'accord avec les Pays-Bas, qui remonte à 1895, permet l'extradition des étrangers coupables d'avortement ou de bigamie, mais pas des trafiquants de drogue.

Depuis son échec de Luxembourg, M. Badinter ne parle plus de son projet de cour pénale européenne. Il semble se dire que les obstacles sont insurmontables. Mais son projet de convention multilatérale d'extradition lui tient à cœur. Hélas, plusieurs rencontres en tête à tête avec ses collègues européens à Paris ou dans d'autres capitales n'ont rien donné, même si, confie-t-il, « les rapports entre nous sont excellents ».

L'Espace judiciaire est en panne. Cela n'empêche pas la France de décider comme elle l'entend d'extrader ou non les étrangers que ses partenaires lui réclament à cor et à cri, hier l'Espagne, aujourd'hui l'Italie. Mais, en raison de son attitude passée, elle se voit accusée de complaisance à chaque nouvelle vague de terrorisme, une accusation difficile à réfuter dans les moments de tension et qui nuit gravement à son image à l'étranger.

BERTRAND LE GENDRE.

## Le Matin de Paris condamné pour diffamation envers M. Gustav Pordea

La dix-septième chambre correctionnelle de Paris a condamné vendredi 22 février M. Claude Perdriel, directeur de publication du Matin de Paris, et la journaliste Agathe Lagard à 5000 francs d'amende chacun pour diffamation envers M. Gustav Pordea, député européen élu sur la liste du Front national (Le Monde, 22/4 février). Le Matin de Paris a déclaré de faux propos de ce député.

Dans un article publié le 16 juin 1983 sous le titre « L'étranger dans le quartier de la Bastille », M. Gustav Pordea, député européen élu sur la liste du Front national (Le Monde, 22/4 février), a déclaré de faux propos de ce député.

La défense, qui se prépare à charger la police de toutes les malintentions possibles et imaginables (Semerci a déjà fait savoir vendredi qu'il l'accusait d'avoir placé chez lui les bombes de dynamite qui furent trouvées), laisse déjà entendre que c'est uniquement en raison des premiers aveux de Garbidian, à l'époque où il racontait avoir porté l'engin à Orly et avoir confié le sac qui le contenait à un passager, que les enquêteurs s'employaient à obtenir alors des rescapés des dépositions propres à corroborer cette version des choses.

JEAN-MARC THEOLLEYRE.

## Arianespace demande un bonus aux assureurs

Président d'Arianespace, M. Frédéric Allot, s'inquiète de la situation actuelle du marché de l'assurance spatiale. Les taux demandés par certains assureurs pour les satellites lancés par Ariane atteignent 16 % ou parfois 20 % de la valeur assurée bien que le lanceur européen vienne, au cours de sept lancements successifs, de mettre en orbite onze satellites commerciaux sans aucun

partenariat, les assureurs, M. Allot estime, que ceux-ci sont payés à l'arrière les pertes que leur ont occasionnées des échecs américains. « Deux satellites mis sur une mauvaise orbite lors d'une mission de la navette, un troisième perdu lors du tir d'un lanceur Atlas-Centaur. Il demande donc que les tarifs d'assurance prennent mieux en compte les qualités de chaque type de lanceur. »

## Charon fait de l'ombre à Pluton

Un astronome de l'université du Texas a pour la première fois observé une éclipse de la planète Pluton par son satellite, Charon. C'est une preuve de l'existence de ce satellite, découvert en 1978, mais dont l'existence restait à confirmer. Découverte en 1930, Pluton est une petite planète distante de 5,6 milliards de kilomètres de la Terre. Comme Charon en est très proche, il n'a

été vu, en 1978, que comme une déformation de l'image de Pluton. L'analyse de l'observation qui vient d'être faite devrait fournir une mesure de la taille de Pluton. Celle-ci est estimée à 2300 km, soit 17 % de la taille de la Terre, mais dont l'existence restait à confirmer. Découverte en 1930, Pluton est une petite planète distante de 5,6 milliards de kilomètres de la Terre. Comme Charon en est très proche, il n'a

## Carnet

Naissances

- Les docteurs Jean-Jacques et Sylvie GODIER-BOMPIET ont la joie d'annoncer la naissance de Guillaume, le 19 février 1985.

Guillaume, 5, rue du Pérou, 76000 Rouen.

Fiançailles

- M. Jean-Claude Guillou et M<sup>me</sup> Anne-Claude Rollet, M. Jean-Bernard et M<sup>me</sup> Rose-Thérèse Escalier, sont heureux de faire part de leurs fiançailles.

Laurence et Thibault, 3 bis, rue Jomard, 78380 Bougival, 7, avenue de Friedland, 75008 Paris.

Décès

- M. et M<sup>me</sup> Robert Delanod et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Dominique Chalopin et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> François Chalopin et leurs enfants, M<sup>me</sup> Isabelle Lavanant et ses enfants, ses enfants et petits-enfants, Le docteur André Fougain, son frère, M<sup>me</sup> Roger Chalopin, M<sup>me</sup> Jacqueline Chalopin, M. et M<sup>me</sup> Claude Bérard, leurs enfants et petits-enfants, Le docteur et M<sup>me</sup> François Musy et leur enfants, Les familles Pointe et Devaux, Ses amis, ont la douleur de faire part du décès de M<sup>me</sup> Jean CHALOPIN, survenu dans la nuit du 21 au 22 février 1985, dans sa soixante-douzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le mardi 26 février à 8 h 30, en l'église d'Antony, Paris (16). L'inhumation aura lieu au cimetière d'Orléans (Loiret), dans le caveau de famille, à 11 h 30.

54, rue Michel-Ange, 75016 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Après un long et douloureux combat,

Paul DODIN nous a quittés le 19 février, à l'âge de cinquante ans.

Que son courage exemplaire aide à vivre ceux que son absence blesse cruellement.

André Dodin-Lucas, son épouse, Philippe Gravez, Françoise Dodin, Françoise Dodin, ses enfants, M<sup>me</sup> André Dodin-Six, sa mère, M<sup>me</sup> Jean Lucas-Ferdel, sa belle-mère.

Vous ferez à son souvenir et des dons adressés à la recherche contre le cancer seront les seuls témoignages de votre sympathie (16, avenue Paul-Vaillant-Couturier, BP 300, 94803 Viljuif Cedex).

14, rue Vauban, 59100 Roubaix.

- M. et M<sup>me</sup> André Strauss, M. Roger Strauss, M. Laurent Strauss, M<sup>me</sup> Corinne Strauss, M. Marc Strauss, M<sup>me</sup> Jacques Felder, M<sup>me</sup> Lucien Isère et toute la famille, ont la douleur de faire part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de M<sup>me</sup> veuve Fernand STRAUSS, née Emilie Israël, leur mère, grand-mère, sœur, belle-sœur et parente, décédée le 20 février 1985 à Paris, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

L'inhumation aura lieu le mardi 26 février, à 10 h 45, au cimetière parisien de Bagneux, où l'on se réunira.

4, rue Paul-Dupuy, 75016 Paris.

Anniversaires

- Pour le onzième anniversaire de la disparition de

Michèle CYPKIN, agrégée de l'Université, une pensée est demandée à ceux qui l'ont connue et aimée.

- Vingt ans après sa disparition, une pensée est demandée pour

Marcel MOLINE (1907-1965), directeur du Crédit agricole de Bagnols-sur-Cèze (Gard).











## L'appauvrissement croissant des travailleurs privés d'emploi



# France / services

## RADIO-TÉLÉVISION

### Samedi 23 février

#### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 40 Série noire : Pitié pour les rats.  
De J. Assi et J. Estaud, avec X. Deluc, R. Dumas, G. Fontanel.  
22 h 15 Droit de réponse : le Modèle scandinave.  
Emission de Michel Polak.  
Avec MM. Alain Touraine, sociologue, Carl Libman, ambassadeur de Suède à Paris, Svend Auker, député danois, Guy Sorman, écrivain, Guy de Larosière, journaliste, Michel Suchod, député PS de Dordogne, Klaus Eric Ohlmer, syndicaliste suédois, Jean-Pierre Fourcade, sénateur et maire UDF, Henryk Siemurup, écrivain danois.  
0 h 00 Journal.  
0 h 20 Ouvert la nuit.  
Alfred Hitchcock présente : Trafic de bijoux. Extérieur nuit : les Fées de Limoux.

#### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Variétés Champs-Élysées.  
22 h 5 Magazine : Les enfants du rock.  
23 h 45 Journal.

#### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 4 Disney Channel.  
21 h 55 Journal.  
22 h 20 Foulleton : Dynastie.  
23 h 5 La vie de château.  
23 h 35 Prélude à la nuit.

#### FR 3 ILE-DE-FRANCE CENTRE

17 h 35, Belle et Sébastien : 18 h, Magazine : 3<sup>e</sup> rang de face : 18 h 25, Un trait c'est tout : 18 h 30, Clip Clap :

18 h 50, Foulleton : Janique Aimée : 19 h 5, Atout PIC : 19 h 15, Informations.

#### CANAL PLUS

20 h 25, Championnat de France de Football : Marseille-Bordeaux : 22 h 15, le Radiu d'Olivier : 23 h, Andréa, film de A. Lipstadt : 0 h 15, le Bel, film d'E. Scoll : 2 h, Rock concert : 2 h 45, l'Amérique interdite, film de R. Vandenbergh : 4 h 15, Sauter ma puce : 5 h 5, Othello, film de O. Welles.

#### FRANCE-CULTURE

20 h 30 Nouveau répertoire dramatique.  
22 h 10 Dénarques, avec Bernard Turie qui présente « Villanescence » de H. Acton.  
22 h 30 Musique : le bal de la contemporaine, par J.-L. Cavalier et Y. Gornet.  
0 h Clair de nuit.

#### FRANCE-MUSIQUE

Journée Mahler.  
20 h 30 Concert (en direct du grand auditorium de Radio France) : Symphonie n° 2, en ut mineur (1<sup>re</sup> version, 1<sup>er</sup> mouvement), Des Knaben Wunderhorn (extraits), de Mahler, Symphonie n° 4, de R. Schumann, orchestration Mahler, par l'Orchestre de l'Île-de-France, dir. J. Mercier, sol. P. C. Runge, baryton.  
22 h 30 Gustav Mahler metteur en scène : œuvres de Puccini, Mozart.  
24 h Les notes de France-Musique : Voyages de nuit, une nuit allegro pour rouler modérato.

### Dimanche 24 février

#### PREMIÈRE CHAÎNE TF 1

8 h Journal.  
9 h Émission islamique.  
9 h 15 A Bible ouverte.  
9 h 30 Orthodoxie.  
10 h Présence protestante.  
10 h 30 Le Jour du Seigneur.  
11 h Messe.  
12 h Midi presse, de P.-L. Séguillon.  
Invité : Jean-Baptiste Doumeng, le « milliardaire rouge ».  
12 h 30 Téléfoot 1.  
13 h Journal.  
13 h 25 Série : Starsky et Hutch.  
14 h 25 Sports dimanche.  
Championnat de France de cross : judo : et tiercé à Auteuil.  
16 h 30 Variétés : La belle vie, de Sacha Distel.  
Avec Paul Belmondo, Anémone, Richard Berry.  
17 h 30 Les ennemis du monde.  
18 h 10 Série : Le vent d'Australie.  
19 h Sept sur sept.  
Le magazine de la sélection présenté par Jean Lang.  
20 h Journal.  
20 h 35 Cinéma : J'ai épousé une ombre.  
Film français de R. Davis (1982), avec N. Baye, F. Hubert, R. Bollinger, M. Robinson, G. Trejean, V. Aubert.  
A la suite d'un accident de chemin de fer et d'une confusion d'identité, une jeune femme, abandonnée avec un bébé entre dans une riche famille du Bordelais.  
22 h 25 Sports dimanche soir.  
23 h 5 Journal.  
23 h 25 C'est à lire.

#### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

9 h 35 Journal et météo.  
9 h 40 Les chevaux du tiercé.  
10 h 5 Récré A 2.  
10 h 40 Gym tonie.  
11 h 15 Dimanche Martin. Entrez les artistes.  
12 h 45 Journal.  
13 h 20 Dimanche Martin (suite).  
17 h Série : Molière ou la vie d'un honnête homme.  
18 h Stade 2 (et à 20 h 20).  
19 h Série : Hôtel de police.  
20 h Journal.  
20 h 35 Jeu : Le grand raid.  
21 h 35 Pour le meilleur et pour le pire : Haberman, Cuba.  
Enquête de V. Sarmiento, en collaboration avec le ministère de la culture et la télévision cubaine.  
Dernier volet d'une bonne série sur les relations hommes-femmes dans différents pays du monde. Après l'Égypte, les États-Unis, le Japon, l'URSS, Cuba.  
22 h 35 Magazine : Opus 86.  
23 h 15 Journal.

#### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

9 h Émission pour les jeunes.  
Inspecteur Gadget : Disney Channel.  
10 h Minisatras. Émission de l'ADRI.  
12 h D'un soleil à l'autre.  
13 h Magazine 85.  
15 h Musique pour un dimanche (et à 15 h 50).  
15 h 15 Théâtre : 29<sup>e</sup> à l'ombre.  
De Labiche, enregistré au Théâtre de la Comédie-Française, mise en scène J. Piat.  
Vers 1860, dans une maison aux environs de Paris, un bourgeois tente de venger son honneur conjugal.  
17 h Boîte aux lettres : François Mauriac.  
18 h Émission pour les jeunes.  
19 h Au nom de l'amour.  
20 h RFO Hebdo.  
20 h Architecture et géographie sacrées.  
Série de Paul Barba-Negra. Le Pharaon, roi-prêtre de l'ancienne Égypte.  
21 h 30 Aspects du court métrage français.  
L'Impasse, d'Yves Benoit.  
22 h Journal.  
22 h 30 Cinéma de minuit : Entente cordiale.  
Film français de M. L'Herbier (1939), avec G. Morlay, V. France, P. Richard-Willm, A. Lefaur, J. Darcey, J. Galland, J. Worms (N.).  
Le prince de Galles, devenu le roi Édouard VII, s'empêcha d'approcher la France de l'Angleterre.  
23 h 50 Prélude à la nuit.  
La Canzon, de Rieko, interprété par les Saquebottiers.

#### CANAL PLUS

17 h, Spécial tous en scène : 7 h 40, Document : Kef Essouf, légende du vent : 8 h 40, Cabou Cadin (les Grandes espérances, Cobra, Benji) : 10 h 45, Gym à gym : 11 h, la

Bonne II, film de C. Pinoteau : 13 h 25, Top 20 : 14 h 20, Ellis Island : 15 h 45, Soap : 16 h 30, Bataillon : 16 h 30, Robin des bois : 17 h 45, Top 50 : 19 h 15, Club de la presse : 20 h 30, Un amour de Swann, film de V. Schlöndorff : 22 h 20, la Boème I, film de C. Pinoteau : 0 h 5, Karazica connexion, film de P. Azou : 1 h 35, Une laogone au petit déjeuner, film de G. Capitani.

#### FRANCE-CULTURE

1 h, Les notes de France-Culture : 7 h 3, Chasseurs de sorcières : 7 h 15, Horizons, magazine religieux : 7 h 25, La fenêtre ouverte : 7 h 30, Littérature pour tous : Jean-Louis Curia, « une éducation d'adulte » : 7 h 45, Dites et récite : le roi d'Espagne et le milieu anglais, d'Isaac Calvino : 8 h Orthodoxie : 8 h 25, Protestantisme : 9 h 5, Écoute Mozart : 9 h 35, Divers aspects de la pensée contemporaine : l'Union rationaliste : 10 h, Messe : A. Saint-Jean, Jean-de-Montmartre (Paris) : 11 h, Histoires du futur : 12 h, Des Papous dans la tête : 13 h 40, L'exposition du dimanche : le FRAC Provence-Alpes-Côte d'Azur à la Fondation Maeght : 14 h, Le temps de se parler : 14 h 30, Comédie-Française présente : « Platonov » de Tchekhov, avec P. Noelle, S. Elie, C. Verzet : 16 h 30, Conférence de Carême, en direct de Notre-Dame de l'Évangile à la vie sociale de chaque jour : 17 h 20, La tasse de thé : histoire « actualité » (Barbie) : 17 h 30, Le chef des châteaux : deux Anglaises et le coquelicot.  
20 h 30 Atelier de citation radiophonique : Gherasim Luca et Juan Allende Blin.  
22 h 30 Musique : Les amis de la musique de chambre : Trio Haydn de Vienne : Quatuor Orlando : Musikverein 0 h Clair de nuit.

#### FRANCE-MUSIQUE

2 h, Les notes de France-Musique : Voyages de nuit, une nuit allegro pour rouler modérato : 7 h 3, Concert-promenade : musique viennoise et musique légère : 9 h 5, Cantate : BWV 54 de Bach : 10 h, Gustav Mahler à Vienne : l'été 1905 : 12 h 5, Magazine International : 14 h 4, Disques compacts : œuvres de Schütz, Stravinski, Mozart, Poulenc, Britten, Scarlatti : 17 h, Comment l'ensemble-voix ? Musique et souvenir : œuvres de Verdi, Janacek, Schumann, Wagner, Berlioz, Beethoven, Schubert : 19 h 5, Jazz vivant : Piano jazz à quatre ou huit mains : 20 h 4 Avant-concert.  
20 h 30 Grand concert d'archives : ouverture de Cortolan, Concerto pour piano et 3 pour piano et orchestre en ut mineur, de Beethoven, Symphonie n° 4 en mi mineur, de Brahms, par l'Orchestre national, dir. C. Schüricht, avec C. Arrau, piano.  
23 h Les notes de France-Musique : Ex Libris : à 1 h, les notes de François Arenal.

#### LES SOIRÉES DU LUNDI 25 FÉVRIER

TF1 20 h 35, L'avenir du futur : Saturn III, film de S. Doren : 22 h, Débat : Les nouveaux robots : 23 h 25, Journal : 23 h 45, C'est à lire.  
A2 20 h 35, Emmenez-moi au théâtre : Mariage, comédie de G.-B. Shaw : 22 h 15, Magazine : Plaisir du théâtre : 23 h 5, Ballet : Roméo et Juliette : 23 h 20, Journal.  
FR3 20 h 35, Cycle « Le grand frisson » : Il faut vivre dangereusement, film de C. Makovski : 22 h 15, Journal : 22 h 50, Thalassa, le magazine de la mer : 23 h 30, Henri Vinciguerra dans « Histoire de trains » : 23 h 35, Prélude à la nuit : Rachmaninov.  
CANAL PLUS 20 h 30, le Cercle des passions, film de C. d'Anna : 22 h 20, Boxe : 23 h 20, Basket américain : 23 h 25, la Boème I, film de C. Pinoteau.

#### TRIBUNES ET DÉBATS

##### DIMANCHE 24 FÉVRIER

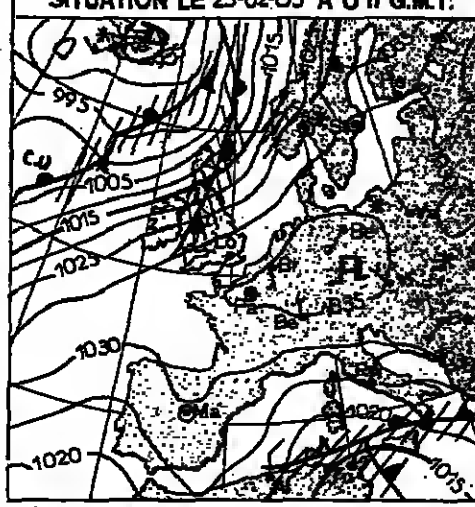
— M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, participe au « Forum » de RMC, à 12 h 30.  
— M. Jean-François Poncet, ancien ministre, sénateur du Lot-et-Garonne, est invité du « Grand Jury RTL-Le Monde », sur RTL, à 18 h 15.  
— M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, participe au « Club de la presse », sur Europe 1 et Canal Plus, à 19 h 15.

##### LUNDI 25 FÉVRIER

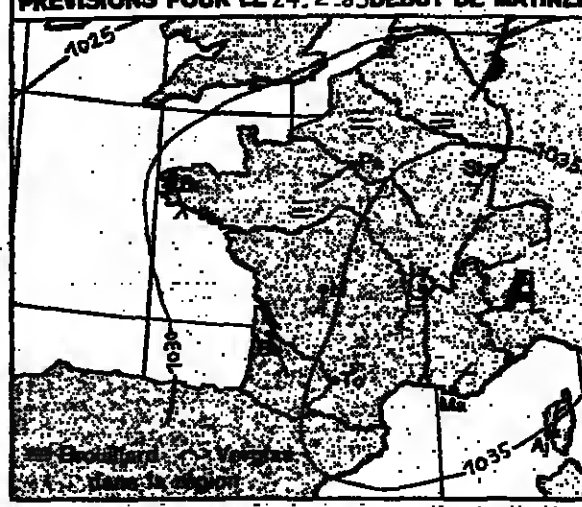
— M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, est invité de « Face au public », sur France-Inter, à 19 h 15.

## MÉTÉOROLOGIE

### SITUATION LE 23-02-85 A 0 h GMT.



### PRÉVISIONS POUR LE 24. 2. 85 DÉBUT DE MATINÉE



### Évolution probable du temps en France entre le samedi 23 février à 8 heures et le dimanche 24 février à 24 heures.

Les hautes pressions se maintiennent sur l'ouest de l'Europe, protégeant la France du temps perturbé circulant de l'océan vers les îles Britanniques.

Le décalage vers l'est du centre de ces hautes pressions, ce qui permettra un réchauffement sur l'ouest du pays.

Dimanche, persistance du beau temps bien ensoleillé sur la plupart des régions.

Le matin, des nuages passagers sur la Picardie et les Ardennes, des brouillards du nord de la Loire aux Vosges. Ailleurs, déjà du soleil.

Encore des gelées de - 7 à - 8 degrés du Massif Central à l'Est. 0 à - 2 degrés ailleurs, et même des températures positives sur les côtes.

An cours de la journée, tout juste quelques passages nuageux sur la Lorraine et l'Alsace ainsi que sur la Corse.

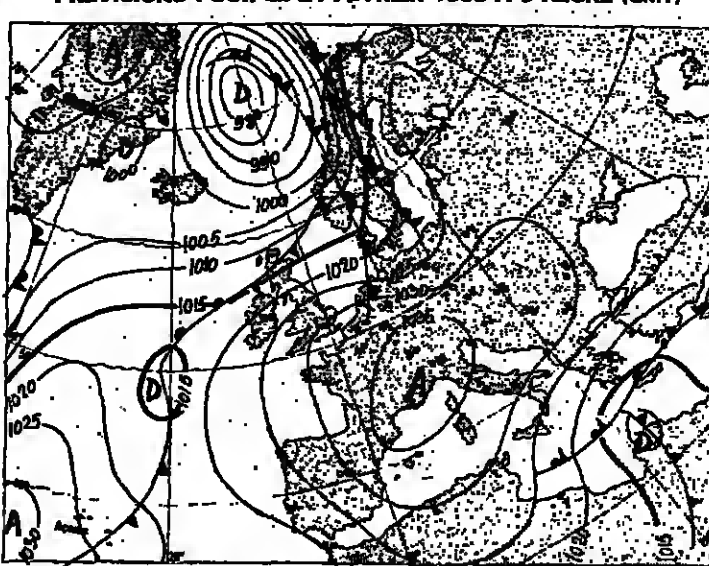
Plus de 10 degrés sur la moitié sud-ouest, 15 degrés sur le Pays basque, 5 à 8 degrés sur la moitié nord-est.

Le vent restera faible en toutes régions.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le samedi 23 février à 7 heures, de 1035,1 millibars, soit 776,4 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 22 février ; le second, le minimum de la nuit du 22 au 23 février) : Albi, 14 et 1 degrés ; Biarritz, 11 et 2 ; Bordeaux, 12 et - 4 ; Bourges, 7 et - 4 ; Brest, 9 et 0 ; Caen, 7 et - 4 ; Cherbourg, 6 et - 3 ; Clermont-Ferrand, 6 et - 7 ; Dijon, 6 et - 5 ; Grenoble-St-Martin, 3 et - 5 ; Grasse-St-Germain, 3 et - 5 ; Lille, 3 et - 4 ;

### PRÉVISIONS POUR LE 24 FÉVRIER 1985 A 0 HEURE (GMT)



Lyon, 3 et - 5 ; Marseille-Marganne, 11 et - 1 ; Nancy, 5 et - 8 ; Nantes, 8 et - 3 ; Nice-Côte d'Azur, 12 et 3 ; Paris-Montsouris, 9 et - 1 ; Paris-Orly, 7 et - 4 ; Pau, 12 et - 1 ; Perpignan, 14 et - 2 ; Rennes, 8 et - 4 ; Strasbourg, 3 et - 7 ; Tours, 5 et - 4 ; Toulouse, - 12 et - 2 ; Poitiers-Père, 27 (max.).  
Températures relevées à l'étranger : Alger, 14 et 12 ; Amsterdam, 4 et 0 ; Athènes, 9 et 4 ; Berlin, - 1 et - 5 ; Bonn, 3 et - 6 ; Bruxelles, 3 et - 2 ; Le Caire, 15 et 11 ; Casablanca, 20 et 12 ; Copenhague, - 2 et - 6 ; Dakar, 22 et 18 ; Djibouti, 20 et 14 ; Genève, 2 et - 14 ; Istanbul, - 1 et - 7 ; Jérusalem, 7 et 2 ; Lisbonne, 13 et 8 ; Londres, 5 et 1 ; Luxembourg, 2 et - 5 ; Madrid, 11 et 2 ; Montréal, 5 et 1 ; Moscou, - 8 et - 19 ; Nairobi, 25 et 19 ; New-York, 4 et 4 ; Palma-de-Majorque, 13 et 6 ; Rio-de-Janeiro, 30 et 24 ; Rome, 13 et 2 ; Stockholm, - 12 et - 24 ; Téhéran, 21 et 13 ; Tunis, 15 et 12.  
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au Journal officiel du samedi 23 février 1985 :

### DÉS DÉCRETS

● Modifiant le décret du 20 mars 1978 relatif, pour les départements d'outre-mer, à la prise en charge des frais de voyage de congés bonifiés accordés aux magistrats et aux fonctionnaires civils de l'Etat.  
● Relatif à l'organisation et au fonctionnement du Comité national d'évaluation des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel.

### UN ARRÊTÉ

● Modifiant l'arrêté du 3 juillet 1980 relatif à l'aide au financement des investissements des entreprises d'armement au commerce.

## PARIS EN VISITES

### LUNDI 25 FÉVRIER

« Impressionnisme », 16 h 30, Grand Palais, caissé (J. Angot).  
« Rubens », 14 h 30, musée du Louvre, porte Deon (Arcus).  
« Croisades et croisés », 15 h, musée des monuments français (M. Boulo).  
« L'habitat populaire autrichien », 15 h 2, rue des Archives (Paris autrichien).

### MARDI 26 FÉVRIER

« Monet et les impressionnistes », 14 h 30, musée Marmottan (Approche de l'art).  
« Ile de la Cité, Notre-Dame et Saint-Jacques-le-Pauvre », 14 h 30, métro Cité (des Filles-du-Calu).  
« La future marquise de Maintenon au Marais », 15 h, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau (Messer).

## CONFÉRENCES

### LUNDI 25 FÉVRIER

18 h 15, musée national des monuments français, A. Erlange-Brandenburg : « Les demeures seigneuriales sous Charles V ».

### MARDI 26 FÉVRIER

14 h 45, 23, quai de Conti, le grand rabbin J. Kaplan : « La religion israélienne face aux menaces qui pèsent sur la France et sur le monde ».

### MARDI 26 FÉVRIER

19 h, 13, rue Mazaria, P. Bonnard : « Le gigantisme musical à Vienne ».

## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME N° 3909

#### HORIZONTALEMENT

I. Prouvent, de façon matérielle, qu'on n'a pas attendu pour rien. Plus maître de lui. — II. C'est une vraie plaie ! A connu des jours meilleurs. — III. Grecque. A souvent un bâton dans la main. Réchauffait l'atmosphère. — IV. Nante. Peut rendre service quand on a un mal de chien. — V. Une séparation qui est à l'origine de bien des mots. Sigle. — VI. A des objectifs bien précis. Rentre plus d'une fois dans la gorge. Entre par une oreille mais ne ressort pas par l'autre. — VII. Où l'on peut trouver marteaux et enclumes. Canjonetian. — VIII. Mettre fin à toute inspiration. IX. Instrument de mesure. Partie d'un lien. — X. N'offre qu'une molle résistance. On l'habitude de recevoir des « pavés ». — XI. Envoyé en l'air. Etait bon pour la classe. — XII. Ne se rencontre pas à tous les coins de rue. Article. — XIII. Au sud-est de Perpignan. Symbole chimique. Bête, au propre comme au figuré. — XIV. Dans un état plutôt mauvais. Risque parfois d'être délaissé si l'on en vient à casser sa pipe. — XV. Témoin du temps

#### VERTICALEMENT

1. N'a pas réponse à tout. En faillence. — 2. Arrivent toujours les derniers. Est connue à plus d'un « titre ». — 3. Cité péruvienne. Sont appelés à aller dans les décors. — 4. Adverbe. Leurs allumettes sont bien incapables d'enflammer. — 5. Le repos du guerrier. Ne craint pas les courants d'air. — 6. Coule en Afrique. Pas pour le premier venu. A tenté son coup et ne l'a point manqué. — 7. Conjonction. Ses débordements ne passent pas inaperçus. Pour écarier. — 8. De quel avoir la « bouche » en feu. Ne manque pas d'autorité. Met fin à certaines indigestions. — 9. Pour ne pas prendre mauvaise allure. Sont découpées en tranches. — 10. Signes d'espoir. Gros « plan ». Tiré d'affaires. — 11. Se montre rebelle à toute concession. Fait des étincelles. — 12. Privé de défenses. Eclat de verre. — 13. Elément d'une paire. Certains n'hésitent pas à se le mettre à dos. — 14. Lieu de recherches. Mûre sur la bonne voie. Pour lui, l'effort est dans le sae. — 15. Ce n'est pas la terre ferme. Ne laisse pas mourir. Morceau de verre.

### Solution du problème n° 3908

#### Horizontalement

I. Arrogance. — II. Routinier. — III. Cru. Onagre. — IV. Hill. Rami. — V. Esat. Uen. — VI. Os. Tu. — VII. Loch. Ne. — VIII. Oimekon. — IX. Gr. Epilé. — X. Aspic. — XI. Egrainet.

#### Verticalement

1. Archéologue. — 2. Rouissor. — 3. Ru. La. Cm. Ar. — 4. Otolith. — 5. Gin. Eu. Képi. — 6. Anar. Lopin. — 7. Nigaud. Nicé. — 8. Terme. — 9. Ereintement.

GUY BROUTY.

السؤال الخامس







# Économie

## UNE PREMIÈRE A LA CITY

La banque américaine Citicorp lance une OPA

sur une banque d'escompte londonienne

La grande banque américaine Citicorp a lancé une offre publique d'achat (OPA) sur les actions - agencées à la Bourse de Londres - de la banque d'escompte britannique Secombe Marshall and Campion, un établissement qui avait jusqu'ici la particularité de servir d'intermédiaire à la Banque d'Angleterre pour ses interventions sur le marché monétaire. Cette opération qui doit permettre à Citicorp de renforcer son implantation dans la City, en développant « considérablement » les activités commerciales de Secombe, a obtenu l'aval des administrateurs de cette dernière, mais aussi celui de la Banque d'Angleterre. Celle-ci continuera d'être représentée sur le marché monétaire par Secombe jusqu'en janvier 1986, date à partir de laquelle la banque centrale entend opérer elle-même sur ce marché.

L'offre formulée par Citicorp repose sur 440 pence par action Secombe (elles cotaient environ 320 pence jusqu'à ce que se répan-

dent les premières rumeurs d'OPA, sans que l'on sache qui était derrière), ce qui correspond à un prix global de 7 millions de livres sterling (77 millions de francs français). Fondée en 1922, Secombe agissait depuis plus de soixante ans pour le compte de la Banque d'Angleterre en lui permettant d'intervenir, le cas échéant, sur le marché monétaire, en y négociant divers instruments financiers à court terme, de façon à régulariser les pénuries et les excédents de liquidités constatés sur ce marché.

Cette opération, dont tout laisse présager le succès, marque une étape importante dans la déréglementation qui se produit à la City, puisque, pour la première fois, une banque - étrangère de surcroît - va pouvoir détenir une - petite - maison d'escompte britannique. Cette « passerelle » était jusqu'à présent formellement interdite par les autorités monétaires britanniques, qui souhaitaient maintenir des établissements distincts.

### Impôts

#### L'ordinateur mis à contribution

Tous les contribuables seront « fichés » sur un ordinateur central à partir de 1987, sous un numéro confidentiel, indépendant du numéro de Sécurité sociale et établi par les services informatiques de la direction générale des impôts (DGI).

La réalisation de ce fichier, indique-t-on à la DGI, débutera dans le courant de cette année. Elle marquera l'une des dernières phases de l'informatisation des services fiscaux.

De 20 à 30 millions de contribuables (personnes physiques, sociétés, etc.) seront ainsi répertoriés sur quelques données de base : identité, adresse, profession (pour éviter les confusions entre homonymes), date et lieu de naissance.

La commission d'informatique et de libertés a consulté sur le projet, et imposé à la DGI que les contribuables soient identifiés sous un numéro informatique totalement aléatoire, de façon à interdire toute interconnexion de l'ordinateur des services fiscaux avec ceux de la Sécurité sociale, de l'INSEE, ou d'autres services.

C'est pour cette raison que le numéro de Sécurité sociale ne figure plus en tête des formulaires de déclaration de revenus de l'année 1984 qui doivent être remplis et retournés aux centres des impôts avant la fin de ce mois de février.

## LES MAÎTRES DE FORGES EUROPÉENS RÉCLAMENT UNE HAUSSE DU PRIX DE L'ACIER

Les sidérurgistes européens, réunis dans Eurofer, ont annoncé qu'ils allaient réduire leurs livraisons d'acier, au deuxième trimestre, à des niveaux inférieurs aux quotas décidés par la Commission européenne. Les maîtres de forges entendent ainsi appuyer leur demande, jusqu'ici refusée par M. Karl-Heinz Narjes, commissaire aux affaires industrielles de la CEE, de hausse de 3 à 4 % des prix minimaux de l'acier en Europe, à partir du 1<sup>er</sup> avril prochain. La Commission doit néanmoins se prononcer de nouveau le 27 février sur cette demande.

Le prix de l'acier dans la CEE, dont en moyenne inférieurs aux prix américains de 20-30 %, et aux prix japonais de 10-15 %. La hausse des maîtres de forges a donc quelque légitimité, d'autant que le ralentissement prévisible de la demande risque déjà de faire naturellement glisser les prix vers le bas au premier moment pour des restructurations. Toutefois, selon un des dirigeants européens, « M. Narjes craint une vive réaction des utilisateurs d'acier, comme les constructeurs d'automobiles, opposés à tout relèvement des tarifs ». La première épreuve de force test entre le nouveau commissaire, qualifié de « libéral », et les sidérurgistes est engagée. — E.L.B.

## Faits et chiffres

### Affaires

● Mobil se protège contre une éventuelle OPA. — Les actionnaires de la société Mobil, réunis vendredi 22 février en assemblée générale extraordinaire, ont approuvé diverses mesures proposées par la direction pour « protéger leurs droits en cas de tentative de prise de contrôle de la société ». Ces mesures visent à rendre plus difficile la réussite d'une offre publique d'achat inamicale sur la société. Mobil figure parmi les sociétés les plus souvent citées comme victimes possibles des financiers américains qui, comme M. T. Boone Pickens, multiplient depuis deux ans les tentatives de prise de contrôle à seule fin d'accroître la valeur de leurs participations (Le Monde du 15 février).

### Agriculture

● Manifestation des éleveurs de porcs du Finistère. — Quelques quatre-vingt éleveurs de porcs du CDJA et de la FDSEA, représentant trente-cinq cantons, ont réuni le sous-préfet de Châteaulin (Finistère), vendredi 22 février à minuit, pour lui remettre une motion protestant contre les cours du porc. Les manifestants qui estiment que la cotation du porc fixée à 10,50 F est insuffisante et « devrait, au moins, atteindre 12,50 F », ont demandé l'arrêt des importations de porcs venant des pays de l'Est. Pen avant 1<sup>er</sup> heure, les agriculteurs sont repartis dans le calme.

● Mort du fondateur de la Confédération des agriculteurs libéraux. — Paolo Bonomi, fondateur de la Confédération des agriculteurs

italiens, est décédé vendredi 22 février à Rome à l'âge de soixante-quatre ans.

Grand électeur de la Démocratie chrétienne, Paolo Bonomi avait, dès la chute du fascisme en 1943, rassemblé les agriculteurs libéraux pour créer en 1944 la nouvelle Fédération des agriculteurs (petits exploitants). Elu à l'Assemblée constituante qui, en 1946, devait élaborer les institutions de la jeune République italienne, il devint réélu à la Chambre des députés, et y fut élu à la présidence de la commission de la sécurité sociale (1954) et des pensions d'invalidité et de vieillesse (1957). M. Bonomi s'était retiré en 1980.

### Énergie

● Projet de gazoduc reliant le Qatar à l'Europe. — Le ministre turc des affaires étrangères en visite officielle à Doha, a annoncé qu'une étude allait être lancée pour la construction d'un gazoduc reliant le gigantesque gisement de North-Field au large des côtes du Qatar à l'Europe occidentale, en traversant la Turquie. Ce projet n'en est qu'à sa phase « préliminaire », a-t-il précisé, estimant que ce gazoduc pourrait répondre aux besoins croissants en gaz de l'Europe dans les années 1990. Le gisement géant de North-Field contient des réserves estimées à 6 000 milliards de mètres cubes, il ne pourra être développé que lorsque des contrats de fourniture à long terme auront été signés. Une société mixte, comprenant le Qatar, la société BP et la Compagnie française des pétroles, a été constituée l'an passé pour l'exploiter.

# Revue des valeurs

## BOURSE DE PARIS

Semaine du 18 au 22 février 1985

### Prudence

TREIZE jours de suite... Treize séances consécutives pendant lesquelles l'indice de la Compagnie des agents de change - le « CAC » - a inscrit un nouveau record. De quoi réconcilier les boursiers superstitieux avec ce chiffre porte-bonheur pour les uns et porte-malheur pour les autres. Le fait est que, à la fin de cette semaine en progrès de 1,4 % en termes d'indicateur instantané et marqué, mercredi, par les opérations de liquidation mensuelle (une hausse de 4,15 % pour le mois de février), la Bourse de Paris a été à 2 553,8 (base 100 fin 1981), le baromètre mensuel au 15 février, qui avait à peine dépassé les 186 points au début du mois de janvier.

Est-ce à dire que, au vu de scores réalisés en deux mois - 13 % de hausse - les actions françaises peuvent atteindre les 20 % de progression escomptés par certains analystes pour l'ensemble de l'année 1985 ? Rares sont les professionnels qui placent la barre aussi haut ; d'ailleurs, la prudence manifestée une fois de plus par le syndicat des agents de change, invité par l'Association des journalistes économiques et financiers (AJEF) à prêcher la bonne parole, M. Xavier Dupont s'est borné à faire état d'un « optimisme prudent », en mettant l'accent sur la « prudence chronique » des investisseurs étrangers (britanniques - ceux-ci cachant souvent des Américains et des opérateurs du Moyen-Orient, - allemands et hollandais, pour l'essentiel).

Même s'ils ne sont intéressés que par « par une trentaine de sociétés françaises, toujours plus ou moins les mêmes », selon l'expression de « patron » des agents de change, leur présence est primordiale sur un marché confronté en même temps à une institutionnalisation croissante, à l'instant des autres places internationales.

Ce qui se traduit, par exemple, pour les seules SICAV, par un portefeuille global sans cesse accru : 315 milliards de francs à la fin janvier 1985 contre 190 milliards à la fin de l'année 1983.

Facteur de soutien incontestable au marché parisien, cette présence des acheteurs étrangers peut aussi constituer un élément de faiblesse, les valeurs françaises restant à la merci des éventuels désinvestissements qu'ils peuvent opérer, au mieux de leurs intérêts.

Pour l'instant, il n'en est rien, et les sommes provenant des comptes payés par les SICAV, amontées rétrospectivement, peuvent constituer une parade efficace en cas de retour de flamme. Car c'est bien de cela dont on s'entretenait ces jours-ci autour de la corbeille. Après 73 % de hausse en deux ans (1983 et 1984), « la Bourse de Paris est surchauffée », estiment les professionnels, faisant valoir les grandes valeurs de la cote (BSN, l'Air liquide, Pernod-Ricard, Moët-Hennessy...) n'ont guère bougé depuis le début de l'année.

En revanche, les titres de second rang ont été très recherchés, surtout sur le marché au comptant, « avec le risque que cela comporte en cas de retournement du marché, les investisseurs ayant beaucoup d'opportunités de revendre que sur le règlement mensuel », expliquait ce spécialiste de la rue Vivienne.

La semaine, en partie fondée sur le redressement de telle ou telle entreprise, le plus bel exemple étant sans doute la hausse vertigineuse (233 % en deux mois à peine) des Piles Wonder, récemment reprises par le groupe L'Appie, lequel est en train de rééditer, sur cette société, l'exploit de Testat, autre

firmes en difficulté (et cotée en Bourse), tombée dans l'escarcelle du repreneur suisse un français.

Dans le même état d'esprit, c'est par gros paquets de titres que l'on achète depuis des jours et des jours des actions Peugeot en faisant fi de l'endettement très important de ce groupe pour s'en tenir uniquement aux perspectives favorables que vient de développer le patron « musclé » de ce groupe, M. Jacques Calvet, dans un récent entretien accordé à la presse britannique.

De même, la société de négoce international SCOA continue à susciter des demandes, ainsi que le groupe Textile DMIC et Avions Dassault, dont les actions ont figuré parmi les plus fortes hausses du mois de février (18 % et 19 % respectivement). Il est vrai que, pour Dassault, les possibilités de « faire monter le titre » sont facilitées par le fait qu'à peine 5 % des actions sont encore réparties dans le public, mais les spécialistes du marché voient, dans le bond en avant accompli cette semaine, la préfiguration d'une issue (peut-être) favorable à propos du contrat en cours de négociation avec l'Arabie saoudite et portant sur cinquante Mirage-2000, ce qui représenterait une commande de près de 30 milliards de francs. De quel décliccher bien des esprits chez les sous-traitants, et il ne faut pas aller chercher plus loin l'explication de la bonne tenue constatée parallèlement sur Thomson-CSF et Matra.

Par comparaison, les sauts de cabri de SOGERAP (plus 20 % jeudi) et de Pemboët (plus 16,6 % vendredi), alors que le titre n'avait pu être coté la veille en raison de l'abandon des négociations, ont plutôt un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle, situé à l'est de Melun, en Seine-et-Marne. Pour sa part, Pemboët semble réagir avec un caractère anecdotique, même si l'exploit de SOGERAP est plus ou moins lié à la progression d'ESSO-REP (elle en décline 10 %), qui vient de mettre au jour « un pétrole de haute qualité » sur le permis de Brle



## UN JOUR DANS LE MONDE

### ÉTRANGER

- Qui a exclu Berlin-Ouest du championnat d'Europe de football ?
- M. Gendry va se rendre à Paris le 6 juin.
- NORVÈGE : un espion au-dessus de tout soupçon.

### FRANCE

- La situation en Nouvelle-Calédonie.

### SOCIÉTÉ

- Le procès des Arméniens aux assises du Val-de-Marne.
- Un stade olympique dans le bois de Vincennes.

### CULTURE

- Les plans-reliefs des villes de France pour le musée de Lille.

### ÉCONOMIE

- L'approvisionnement croissant des travailleurs privés d'emploi.
- La revue des valeurs.
- Crédits, changes et grande marchés.

**RADIO-TÉLÉVISION (12)**  
Carnet (8) : « Journal officiel » (12) ; Programmes des spectacles (11) ; Météorologie (12) ; Mots croisés (12).

### Formation en alternance

### LES DIFFICULTÉS SONT APLANIES ESTIME M. YVON CHOTARD

A propos de la formation en alternance pour les jeunes, M. Yvon Chotard, vice-président du CNPF, s'apprête à entamer la hache de guerre. Le 6 février, il avait accusé l'administration d'être incapable de mettre en place rapidement les mesures nécessaires au fonctionnement d'un dispositif accepté par les partenaires sociaux en octobre 1983. Il avait même parlé de l'« inertie » des fonctionnaires et mis en cause l'influence de la CGT.

A Saint-Etienne, le 22 février, M. Yvon Chotard a annoncé que les difficultés avaient été aplanies et que la formation en alternance dans les entreprises pourrait démarrer prochainement.

Répétant la promesse faite par le patronat, il ajoutait qu'il y avait « 300 000 jeunes de 16 à 25 ans en formation alternée en 1985 ». « Le CNPF mettra tout en œuvre pour endiguer le chômage et notamment le chômage des jeunes », a conclu M. Chotard.

De son côté, la CGC souligne le démarrage difficile de l'expérience. Dans la Lettre confédérale, M. Georges Ferraris dénonce la « piètre organisation », ce qui revient, affirme-t-il, « à laisser le pouvoir aux seuls permanents patronaux ». « Le patronat se montre plus apte à se mobiliser pour collecter de l'argent que pour établir des contrats pour l'emploi des jeunes », estime le responsable de la CGC.

Le numéro de « Monde » daté 23 février 1985 a été tiré à 440 053 exemplaires.

## A Paris, près de l'Opéra attentat à la bombe contre Marks and Spencer

### Quinze blessés dont deux grièvement

Quinze personnes ont été blessées, dont deux très grièvement, après l'explosion d'une bombe placée sous le porche d'entrée du grand magasin britannique Marks and Spencer, près de l'Opéra à Paris, peu après l'ouverture de l'établissement à 9 h 31. L'attentat a provoqué des dégâts matériels à l'entrée du magasin : de nombreux débris de verre ont été projetés sur la chaussée par la soufflée de l'explosion. L'attentat, qui n'avait pas été revendiqué à 11 heures, s'est produit au 8 de la rue des Mathurins, juste derrière le bâtiment de l'Opéra.

Deux autres attentats à l'explosif, qui n'avaient provoqué que des dégâts matériels peu

importants avaient été commis le 23 février 1978 et le 4 mai 1981 contre le magasin britannique. Ces deux attentats n'avaient jamais été revendiqués.

De plus, Marks and Spencer avait déjà été visé en la personne du frère du président de cette chaîne de magasins : le 30 décembre 1973, à Londres, Carlos avait tiré à trois reprises sur Joseph Edward Sniff (la Mando daté 8-9 janvier 1984). Celui-ci avait échappé à la mort. Explication de l'attentat par Carlos : J.E. Sniff et son frère « étaient très engagés dans la cause palestinienne. La FPLP avait une haine profonde pour cette famille ».

## DEUX BASQUES ESPAGNOLS EXPULSÉS VERS LES ÎLES DU CAP-VERT

(De notre correspondant.)

Bayonne. — Deux militants basques espagnols, Tomas Linaza Echeverria et Enrique Izueta Barandika, réfugiés en France depuis plusieurs années, ont été embarqués, le vendredi 22 février, à bord d'un avion à destination des îles du Cap-Vert (Afrique). Tomas Linaza, vingt-neuf ans, arrêté à Biarritz le 29 septembre 1984 (le Monde du 2 octobre 1984), était récemment sorti de prison, où il avait purgé une peine de trois mois pour détention d'armes. Enrique Izueta n'avait, pour sa part, jamais fait parler de lui avant son interpellation, à la fin du mois de septembre 1984, à Hendaye.

D'autre part, Angel Lete Etchaz, interpellé en possession d'un pistolet, a été inculpé, vendredi 22 février, de détention d'arme et de séjour irrégulier en France, et écroué à la prison de Bayonne.

M. Pedro Pides, premier ministre des îles du Cap-Vert, séjourne actuellement à Madrid pour fixer avec M. Felipe Gonzalez les « quotas » de personnes assignées à résidence qu'il accepterait d'accueillir.

Ph. E.

## Les licenciements de délégués chez Duccellier

### LA CGT ET LE PCF INTENSIFIENT LEUR CAMPAGNE DE PROTESTATION

Pour protester contre l'autorisation, accordée le 7 février par M. Michel Delebarre, ministre du travail, du licenciement de six délégués CGT des usines Duccellier dans la Haute-Loire et le Puy-de-Dôme, tous membres du PCF, le Parti communiste, le quotidien l'Humanité et la confédération CGT multiplient les initiatives (le Monde du 22 février).

Le 21 février, M. André Lajoie, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, a adressé une lettre à M. Laurent Fabius, premier ministre, pour lui demander d'« annuler cette décision inacceptable ».

A son tour, le 22 février, le bureau confédéral de la CGT écrivait au premier ministre en relevant les nombreux cas de sanctions frappant les militants syndicaux dans les entreprises. Dépassant le seul exemple de Duccellier, la CGT demandait « l'annulation » à M. Fabius de « donner les instructions nécessaires pour que soient partout stoppés les licenciements patronaux, annuler les sanctions et licenciements ».

## NOUVELLES BRÈVES

● **Lourdes peines par des trafiquants d'héroïne.** — La seizième chambre correctionnelle de Paris a infligé, vendredi 22 février, des peines de trois à dix-huit ans de prison à quatre trafiquants et revendeurs d'héroïne, la plupart d'origine chinoise, interpellés le 15 août 1982 au moment où 14 kilos de cette drogue leur étaient livrés en provenance de Bangkok (le Monde du 2 février).

● **Kium Lim, a été condamné** à dix-huit ans de prison et Wang Chi Wai Kao Wong, à dix-sept ans de prison. Apeng Pong Petcharabul et Tiet Kam Guyen ont été sanctionnés de seize ans de prison. Lors de son réquisitoire, M. Annie Grenier, substitut du procureur de la République, avait demandé contre ces quatre accusés une peine de vingt ans de prison.

Trois de leurs complices ont été condamnés à six ans de prison, six autres à trois ans et un à quatre ans alors que le tribunal prononçait deux

relaxes. Les condamnés devront en outre payer 40 millions de francs de pénalités domaniales.

● **ATHLÉTISME : saut en salle record.** — Médaille d'argent aux Jeux olympiques de Los Angeles, le Suédois Patrick Sjöberg a établi une nouvelle meilleure performance mondiale au saut en hauteur en passant 2,38 mètres lors de la réunion en salle de Berlin-Ouest le 22 février, soit 1 centimètre de plus que le précédent record de l'Allemand de l'Ouest Carlos Thranehardi en février 1984.

● **ESCRIME : Coupe d'Europe des clubs champions.** — Les Allemands de l'Ouest de Tauberbischofsheim (Bade-Wurtemberg) ont remporté pour la quatrième fois la Coupe d'Europe des clubs champions en battant, le 22 février à Paris, le club polonais de Varsovie (8 à 5), tandis que Melun se classait troisième.

● **HANDBALL : championnats du monde « B ».** — L'équipe de France s'est inclinée pour la deuxième fois en deux matches du championnat du monde « B » de handball en perdant (24 à 18), le 22 février à Stavanger (Norvège), contre l'Union soviétique.

● **NATATION : record de France du 50 mètres dos.** — Médaille de bronze aux Jeux olympiques de Los Angeles, Frédéric Delcourt a amélioré le record de France du 50 mètres dos le 22 février à Aix-en-Provence lors des championnats nationaux d'hiver en couvrant la distance en 27 sec. 22/100 soit 31/100 de moins que Claude Jambet l'an passé.

● **SKI ALPIN : descente masculine.** — Champion du monde junior en titre, Luc Alphand, âgé de dix-neuf ans, est devenu champion de France de descente le 22 février à Méribel (Savoie) en devançant Frank Piccard et Lionel Rey.

A B C D E F G

## Au Mali

### CINQUANTE ET UN MORTS DANS UN ACCIDENT D'AVION A TOMBOUCTOU

Bamako (AFP). — Cinquante et une personnes ont trouvé la mort, vendredi 22 février à Tombouctou, dans le centre-est du Mali, lorsqu'un Antonov 24 de la compagnie Air Mali a manqué la piste et n'a pris feu.

Selon des informations fragmentaires parvenues à Bamako, l'avion transportait quarante-cinq passagers — dont l'un, de nationalité malienne, a été miraculeusement rescapé — et sept membres d'équipage.

Aucune liste des passagers n'était disponible vendredi soir à Bamako, mais on indiquait que divers sources diplomatiques qu'il devait y avoir une dizaine d'étrangers à bord, dont trois Néerlandais et un ou deux Français.

L'appareil, un bimoteur à hélices de fabrication soviétique, d'une capacité de cinquante passagers, assurait la liaison régulière Gao-Tombouctou-Mopti-Bamako.

Vendredi soir, aucun avion n'avait pu décoller de Bamako pour se rendre sur les lieux de l'accident, en raison des vents de sable qui gênent la visibilité dans la capitale malienne. Une mission d'enquête, menée par le directeur de la compagnie Air Mali, devait tenter de gagner Tombouctou ce samedi pour déterminer les circonstances exactes de l'accident.

## En Afrique du Sud

### L'ÉVÊQUE DESMOND TUTU PROTESTE CONTRE LES ARRESTATIONS DE MEMBRES DE L'UDF

Le Prix Nobel de la paix, l'évêque Desmond Tutu, s'est violemment élevé vendredi 22 février contre les arrestations de « haute trahison » prononcées à l'encontre de huit membres du Front démocratique uni (UDF), rassemblant près de sept cents organisations anti-apartheid et d'organisations affiliées.

Mgr Tutu s'exprimait lors d'une réunion organisée à Johannesburg pour protester contre les arrestations de ces huit personnes après la rafle opérée mardi dernier par la police sud-africaine contre divers dirigeants syndicaux et de l'UDF (le Monde du 23 février).

À Paris, le ministère français des relations extérieures a renouvelé vendredi « la condamnation qu'il a déjà portée et continue de porter, sur la répression brutale qui s'exerce dans la banlieue du Cap en Afrique du Sud, et qui a déjà fait plusieurs victimes ».

Le porte-parole du Quai d'Orsay a rappelé que, si le ministère des relations extérieures, M. Roland Dumortier, avait reçu la semaine dernière son homologue sud-africain, M. P. Botha, c'était « pour lui tenir ce langage sans complaisance ». Etant donné que la répression continue, a poursuivi le porte-parole, cette condamnation doit être répétée.

## En Égypte

### « DIEU, ARROSE-NOUS ! »

Le Caire, (AFP). — Le grand imam d'El-Azhar, le cheikh Gado Al-Hak, a imploré Dieu pour l'envoi d'une pluie bienfaisante au cours d'une prière spéciale (istisak) célébrée vendredi 22 février au Caire, répétant à trois reprises : « Dieu, arrose-nous ! ». La prière s'est déroulée immédiatement après la grande prière collective du vendredi, en présence de dix à douze mille fidèles.

La Nil est à son niveau le plus bas depuis 1811. L'Égypte a dû puiser quelque 20 milliards de mètres cubes d'eau dans le lac Nasser, en amont du haut barrage d'Assouan, pour subvenir aux besoins de l'irrigation.

● **RECTIFICATIF.** — Le nom du nouvel ambassadeur du Gabon qui vient de présenter ses lettres de créances (le Monde du 20 février) a été mal orthographié. Il s'agit de M. Jean-Claude Labouba et non pas Laboua, comme il était écrit par erreur.

● **Echecs : Karpov et Kasparov invités en France.** — Anatoly Karpov et Garry Kasparov ont été invités à assister à la cérémonie de clôture du tournoi des prétendants au titre de champion du monde, qui se déroulera à Montpellier, du 12 octobre au 3 novembre, par M. Jean Py, président du club montpellierien, le « Cercle Alchémiste ».

## Au Nicaragua

### M. Ortega dénonce « la croisade systématique » lancée par le président Reagan

Le président du Nicaragua, M. Daniel Ortega, a dénoncé vendredi 22 février, la « croisade systématique » lancée contre son pays par le président Ronald Reagan, afin d'inciter le Congrès américain à voter le mois prochain 14 millions de dollars d'aide à la guérilla antisandiniste.

Il a également condamné l'acharnement de Washington à poursuivre « sa politique d'agression, de terrorisme et de crimes contre le peuple nicaraguayen ».

M. Ortega répliquait aux propos tenus jeudi par le président Reagan dans une conférence de presse au cours de laquelle le chef de la Maison Blanche avait clairement déclaré que son objectif était « d'évincer les sandinistes » du pouvoir à Managua.

Le secrétaire d'Etat américain, M. Shultz, est revenu sur ce thème vendredi lors d'une allocution prononcée à San Francisco, évoquant « la lutte sans fin de la tyrannie communiste » dans laquelle serait confiné le Nicaragua si une aide n'était pas apportée aux « combattants de la liberté » en lutte contre le gouvernement sandiniste.

Les partis d'opposition réunis au sein de la Coordination démocratique nicaraguayenne (CDN) ont, d'autre part, demandé vendredi au gouvernement de Managua de décréter une trêve dans sa lutte contre les groupes rebelles armés afin d'ouvrir « un dialogue national qui mette fin à la guerre civile ».

## LE POÈTE CATALAN SALVADOR ESPRIU EST MORT

Salvador Espriu, le poète le plus considérable de la Catalogne contemporaine, est mort, vendredi 22 février dans l'après-midi, dans la clinique de Barcelone, où il avait été admis pour troubles cardiaques. Il était âgé de soixante-deux ans.

## L'exil intérieur

Enracinée dans sa « petite patrie », la poésie d'Espriu atteint sans cesse à l'univers par ses thèmes : la mort, la fidélité à son peuple, le combat pour en sauver la langue, l'abandon de la condition humaine, l'impossible communication avec un Dieu qui se joue des humains, l'innéité des luttes fratricides.

Si, dans les quarante-cinq dernières années, d'autres ont écrit de magnifiques poèmes en catalan, nul comme lui n'a fait de la poésie la propre substance de son être, au point qu'il n'est pas possible de découvrir l'homme derrière le poète tant l'homme et le poète ne font qu'un.

De sainteté délicate, il comprit très vite que toutes ses forces il devait les consacrer à la littérature : c'est ainsi qu'il n'avait que seize ans, en 1929, quand il publia son premier livre, Israël, un recueil de récits en prose. Entre 1931 et 1937, il publie deux romans, *El Doctor Rip et Lala*, ainsi que *Aspettes, Adrián et Lala*, ainsi que *Alfons Prades*, qui rassemblent des récits et des nouvelles. Après une double licence, en droit et en histoire ancienne et des mythes grecs, cette poésie universelle tire sa substance primordiale de sa connaissance de la langue et du peuple catalans. Et la grande richesse thématique de cette œuvre tourne autour d'une méditation sur la mort et la condition humaine. Et, si pour le poète, tout est lucide, cette dernière est souvent grotesque, elle est aussi pitoyable. Finalement, pour Salvador Espriu, l'homme est innocent du crime de vivre.

MATHILDE BENSOUSSAN.

(1) Nom hébraïque de l'Espagne.

## En Israël

### LA TENUE D'UNE CONFÉRENCE INTERNATIONALE DÉPEND DE L'ATTITUDE DE L'URSS, estime M. Pérès.

Tel-Aviv (Reuters). — Le président du conseil israélien, M. Pérès, a déclaré vendredi 22 février à Tel-Aviv qu'Israël pourrait reconsidérer sa position vis-à-vis d'une conférence des Nations unies sur le Proche-Orient si l'Union soviétique renouait des relations diplomatiques avec l'Etat juif et si la Chine changeait d'attitude envers lui.

Le refus israélien d'une telle conférence, dont les pays communistes et certaines capitales arabes se font les champions, se fonde sur le fait que Moscou et Pékin, qui sont membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, sont hostiles à Israël. « Le minimum que nous attendons de l'Union soviétique, c'est qu'elle reprenne les relations diplomatiques et adopte une attitude non partisane », a dit M. Pérès.

Pendant un entretien qu'il avait eu jeudi soir à Bucarest avec les journalistes qui l'accompagnaient en Roumanie, M. Pérès avait indiqué avoir insisté auprès du président Ceausescu pour qu'il tente de persuader l'Union soviétique de renouer ses liens avec Israël, rompus en 1967.

D'autre part, M. Shamir, ministre israélien des affaires étrangères, effectuera une visite de travail en France du 24 au 26 février, au cours de laquelle il sera reçu par M. Mitterrand.

## M. JEAN FRANÇOIS PONCET invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Jean François Poncet, sénateur de Lot-et-Garonne (Gauche démocratique), président du conseil général de ce département, fondateur d'une association d'étus de l'opposition de l'Aquitaine, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », le dimanche 24 février, de 18 h 15 à 19 h 30.

M. François-Poncet, qui fut secrétaire général de l'Élysée pendant la présidence de M. Giscard d'Estaing, puis, de 1978 à 1981, ministre des affaires étrangères dans le gouvernement Barre, répondra aux questions d'André Passeron et de Bernard Bruguier du Monde, de Paul Jacques Truffaut et de Christian Maler de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Maréchal.